

Affirmer les exigences des femmes

P 10 11



Rouge

Italie

Les conseils
d'usine mobilisent

P 13

M 1578 N° 1103 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 9 mars au 15 mars 1984

Dans la rue, contre Le Pen

M. Le Pen fait actuellement un tour de France. Le 14 mars, il s'exprimera à Paris. Ce sera pour lui une nouvelle occasion de proférer ses appels haineux à la discrimination raciale, à la lutte contre le mouvement ouvrier et contre tous ceux qui se battent pour la démocratie. Car le Front national n'est pas un mouvement « comme un autre ».

Il propage les thèmes insidieux du racisme et de la xénophobie. Il se réfère à la tradition fasciste. Ce faisant, il prépare objectivement le terrain aux ratonnades contre nos frères immigrés, aux coups de force contre les travailleurs et leurs organisations.

Riposter est d'autant plus nécessaire que la droite et certains médias s'efforcent de banaliser le phénomène. Tout est bon à Chirac, Barre, Giscard et leurs amis pour récupérer des voix, pour mener leur stratégie de reconquête du pouvoir.

Certains travailleurs, déçus et écœurés par la politique gouvernementale, se laissent abuser par la démagogie de l'extrême droite, comme l'ont montré plusieurs élections partielles. C'est une raison supplémentaire de ne pas se taire et de dénoncer les agissements du Front national.

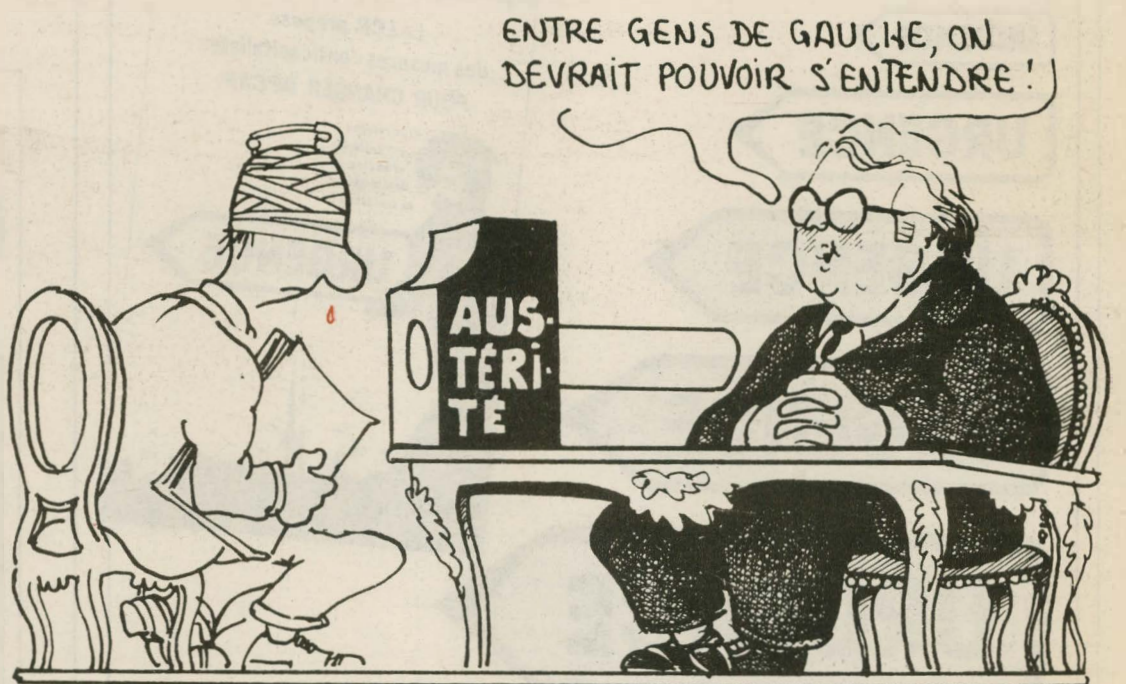
Partout où est passé Le Pen, des milliers de jeunes et de travailleurs ont manifesté. Il doit en être de même à Paris. Hélas, à l'heure où nous bouclons, les grandes organisations de la gauche hésitent et tergiversent. Se refusant à une attitude qui fait le jeu de la banalisation, plusieurs organisations (LCR, JCR, PCML, UTCL, GRS, ASTI-région parisienne, Union des travailleurs tunisiens, Comité des travailleurs algériens, Association des Marocains en France, etc.) ont pris l'initiative d'appeler à manifester le 14. Cela n'empêchera pas la LCR, pour ce qui la concerne, de déployer les efforts nécessaires pour qu'à cette date toutes les forces ouvrières et démocratiques se retrouvent ensemble dans la rue.

A Paris

14 mars- 18 h 30

Place de la République

Des nantis ? Mon oeil !



Dessin de Plantu, publié dans « C'est le goulag ! »,
co-édition La découverte - Maspéro / Le Monde.

OUI

Les fonctionnaires ont raison !

26-27 mai : contre l'austérité

Les rassemblements et les réunions unitaires sont lancés

Cela fait maintenant plus d'un mois que la LCR a lancé un appel au rassemblement des travailleurs et des jeunes qui refusent la politique d'austérité, l'Europe capitaliste et le retour en force de la droite. Pour préparer le grand rassemblement national qui se tiendra fin mai à Paris, de multiples réunions locales sont organisées dans toute la France, comme en témoignent les échos publiés ci-dessous. Partout, les militants de la LCR présentent au débat le « Plan d'urgence », dont 6 000 exemplaires ont déjà été vendus.

En dehors des initiatives propres de la LCR, certains débats sont organisés par des collectifs unitaires, comme, par exemple, en Lorraine, le 17 mars, à l'initiative de 107 travailleurs. A l'échelle nationale, les contacts sont pris pour que le maximum de courants et d'organisations puissent participer au rassemblement de mai. Déjà, nos camarades de Lutte ouvrière nous ont dit qu'ils enver-

raient une large délégation sans pour autant participer à la coorganisation de l'initiative. Il en sera de même pour les camarades du PCML.

Ouvrir le débat avec les travailleurs, tirer le bilan des luttes, faire des propositions pour agir et imposer une autre politique, tel est le sens de l'activité des militants de la LCR.

Dans les banques

Un cercle ouvert des cellules banques de Paris s'est tenu en février. Une trentaine de personnes étaient présentes, dont plusieurs militants de Lutte ouvrière.

Un rapport présentant le Plan d'urgence de la LCR fut écouté avec intérêt. Par contre, la discussion fut difficile à démarrer. C'est qu'il est difficile de débattre, une première fois, de choses dont on parle rarement dans la pratique militante quotidienne, et qui apparaissent souvent abstraites.

Démontrer qu'une autre politique que celle du gou-

vernement est possible, est pourtant nécessaire aujourd'hui : c'est le prolongement indispensable aux batailles quotidiennes pour les salaires et l'emploi. Un bilan mitigé donc, et un débat qu'il faudra reprendre et poursuivre.

La réunion s'est conclue sur un échange entre militants de différentes entreprises sur les luttes salariales.

Caisses d'Epargne, Banques de France, etc.

Vingt-deux personnes des Caisses d'Epargne, de la Banque de France, du Crédit foncier, de la CEPME, réunies à l'invitation de la cellule de la LCR, fin février, pour débattre du Plan d'urgence. Et plusieurs autres n'ont pu venir, qui avaient l'intention d'y participer !

Les discussions ont tourné autour de sujets variés, et notamment la guerre : est-ce une issue possible à la crise ? Quels risques d'extension des conflits localisés ? La menace de guerre

comme moyen pour la bourgeoisie de tenir la population et lui imposer des sacrifices...

Que peut-on faire aujourd'hui, ensemble ? C'est à cette question que fut consacrée le gros de la soirée, plus qu'à la crise elle-même, thème familier aux camarades présents, militants et responsables syndicaux aguerris.

Très chaleureuse, la réunion s'est achevée, minuit passé, autour d'un buffet campagnard.

A Massy

Plus de soixante-dix personnes sont venues écouter, discuter avec Alain Krivine et un camarade de l'imprimerie Montsouris au meeting organisé par la section LCR de Massy. L'imprimerie Montsouris est au cœur des débats sur l'emploi dans cette commune de la banlieue sud de la région parisienne. Elle va être rachetée par le premier groupe d'impulsion français. A la clef, 350 suppressions d'emplois, la moitié de l'effectif. La fédération du Livre CGT propose 150 départs en préretraite non remplacés, ainsi que l'envoi de 150 travailleurs en formation et l'éclatement de l'entreprise avec la création d'une société de maintenance de soixante personnes.

Est-ce une réponse pour les travailleurs ? Alain Krivine et le camarade de

Montsouris, l'un après l'autre, ont répondu que « 35 heures sans perte de salaire » était le seul moyen d'assurer le plein emploi dans cette imprimerie comme ailleurs.

Reprenant les propositions contenues dans le Plan d'urgence, le débat a soulevé de nombreuses questions : « Ne doit-on pas s'attaquer aux hauts salaires ? » ; « Faire preuve de solidarité ? » ; « Doit-on fermer les frontières ? » ; « Comment régler les problèmes de l'unité ? ». Une discussion s'est aussi engagée sur le « phénomène Le Pen » avec les nombreux travailleurs immigrés présents, résidents du foyer tout proche, qui ont fait part de leur crainte, de leur peur nouvelle depuis quelques mois.

En soutien à Radio G, un gala de soutien aura lieu le samedi 10 mars à 16 h 15, à l'auditorium du Conservatoire de musique Edgar-Varèse, à Gennevilliers (158, avenue Gabriel-Péri). Avec la participation amicale de Hugo, Guillermo et Ricardo du groupe des Quilapayun. Bons de soutien 35 francs, enfants 20 francs.

DROITE

Chirac utopie, Léotard ineptie !

L'unité de l'opposition aux européennes, ne peut masquer la cacophonie des intentions de ses participants. Il y a trois semaines, libéraux (lisez Veil et l'UDF) et RPR se divisaient au Parlement européen. Les premiers votaient pour l'élargissement de la Communauté et de ses pouvoirs. Les seconds contre. Chirac expliquait pourquoi, dimanche 5 mars, au congrès « extraordinaire » du RPR : « Nous ne nous laisserons pas entraîner, si d'autres venaient à s'y complaire, à quelque concours ou surenchère que ce soit dans l'invocation de slogans utopiques dont nous savons bien qu'ils ne répondraient pas à la vocation de la France, et qu'ils n'éveilleraient chez nos voisins que scepticisme et dérision. » Le chef du RPR balaie en permanence les poussières de gaullisme, d'appel à l'indépendance nationale, qui trainent sur son costume. Mais tout de même...

Le même dimanche, Léotard, secrétaire du Parti républicain, déclarait devant le conseil « extraordinaire », du Mouvement des jeunes giscardiens : « Je désapprouve la tactique choisie (la liste unique aux européennes, NDLR). C'est une ineptie, et jusqu'au 17 juin au soir je ne changerai pas d'avis. Si ce genre de cuisine devait se reproduire, la classe politique achèverait de se discréditer. Si d'ici la fin 1984 l'UDF doit continuer à être ce carrel brouillon et délirant, le Parti républicain devra en tirer les conséquences... et en partir... »

Querelle des chefs à droite... Bonjour les dégâts. Servez-leur encore une tournée, SVP !

URGENCE

URGENCE

URGENCE

URGENCE

URGENCE

La LCR propose des mesures anticapitalistes POUR CHANGER DE CAP

URGENCE

Cette brochure de vingt-quatre pages, en vente au prix de dix francs, est prévue pour une large diffusion.

Ecrivez ou téléphonez à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Tél : 859 00 80.

Des tarifs particuliers sont prévus pour les commandes groupées.

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)
mars 84 / 14 fr.

Sommaire

Echec cinglant de l'impérialisme au Liban

Défense de l'école publique : il y a urgence !

La « question des femmes » dans la CGT et la CFTD

Dossier

CHARBONNAGES :

Pas de fatalité aux suppressions d'emplois

Classe ouvrière et division syndicale de 1977 à 1981

Glucksmann, chevalier de l'Occident

AGECA

Fête ses dix ans !
24 et 25 mars 1984

Vous connaissez sûrement ce lieu de liberté et de rencontres qui essaye inlassablement depuis dix ans de favoriser la vie associative organisée... ou plus informelle du 11^e arrondissement... et au-delà ! En voici les principales manifestations :

● du 23 mars au 3 avril : exposition d'affiches par Alain Gesgon.

● samedi 24 mars : de 14 heures à 18 heures, forum inter-associations ; à 20 h 30 : soirée cabaret, Alexandre Fourier, groupe vocal 34/21.

● dimanche 25 Mars : matinée théâtrale à 14 h 30, Théâtre du Levant, Groupe Paille en queue.

Un grand moment à ne pas manquer pour l'avenir de la vie associative. Et vive la fête !

● AGECA, 177, rue de Charonne 75011 Paris. tél : 370 35 67.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	200 F	200 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Qui n'avance pas, recule

Trois ans bientôt. Et quel bilan ! A croire que Mouloudji et sa chanson : « De concession en concession, ils finirent fatalement au Père-Lachaise », est le guide suivi par la majorité du PS et du PCF.

Deux déclarations récentes prennent un relief particulier. Celle du socialiste Jacques Pommatau, secrétaire de la FEN, à propos d'une possible trahison des « engagements laïques » : « Je crois qu'il y aurait alors quelque chose d'aussi grave qu'à l'époque de la guerre d'Algérie, quand des milliers d'instituteurs ont déchiré leur carte de la SFIO. Le socialisme a mis vingt ans pour s'en remettre. »

Il ne s'agit pas là d'un chantage, mais plutôt d'une forte crainte devant les réactions à la base. On peut, d'ailleurs, noter les mêmes signes au sein du PCF, dont le dernier comité central a affirmé : « Nous sommes à l'heure des choix cruciaux. » Georges Marchais, dans ses meetings, insiste lourdement : « Il est faux de penser que les engagements pris en 1981 ne peuvent être tenus. Il est faux, archi-faux, de penser, rapporte l'Humanité du 5 mars, que la droite et le patronat ont désormais partie gagnée. »

Défaitisme et équilibrisme

On perçoit les difficultés que le PC rencontre pour faire passer sa ligne. Georges Marchais propose de « riposter et de prendre l'initiative » au moment où Jospin veut « éviter un affrontement majeur sur le terrain de l'école ». Au moment où Pierre Mauroy recherche le « point d'équilibre » face à la droite. Le secrétaire général du PC parle bien de « rassembler dans les luttes pour aller de l'avant », mais c'est pour affirmer aussitôt que « le bilan de la gauche est important, indiscutable ».

Pour le moment, ce sont les forces de droite qui vont de l'avant. Elles se regroupent. Celles de la classe ouvrière sont appelées à ne pas gêner la recherche du « point d'équilibre ». Aussi, de concession en concession, le gouvernement courbe de plus en plus le dos et les autres accroissent leurs forces : le succès va au succès... Le rassemblement de Versailles vient encore de le prouver. Ses organisateurs espéraient environ trois cent mille personnes il y a quelques mois, et ce fut une grande manifestation de masse de la droite avec le double de participants !

Les forces pour vaincre

Il n'y aura pas d'équilibre sur cette voie. Mais la défaite, l'austérité, le chômage et l'enterrement des espoirs du 10 mai.

Pourtant, de la grève des fonctionnaires aux luttes pour l'emploi dans diverses branches — navale, sidérurgie, mines, etc. —, les forces du changement existent. Elles rejettent la poli-



tique actuelle et veulent, comme le dit un tract récent de la sidérurgie lorraine CFDT, « agir ensemble pour peser sur les choix du gouvernement ».

Jospin et ses amis, cependant, soupirent : « En l'absence de dynamique sociale, on ne peut mieux faire... » Mais, camarades, avant de nier que la dynamique sociale existe, vous devriez cesser de l'empêcher !

Le PS ne la veut pas : cela contredit le choix de gérer dans le respect des règles du système capitaliste. Le PC non plus : il se contente de s'adapter aux réactions de masse pour éviter de ternir encore son prestige.

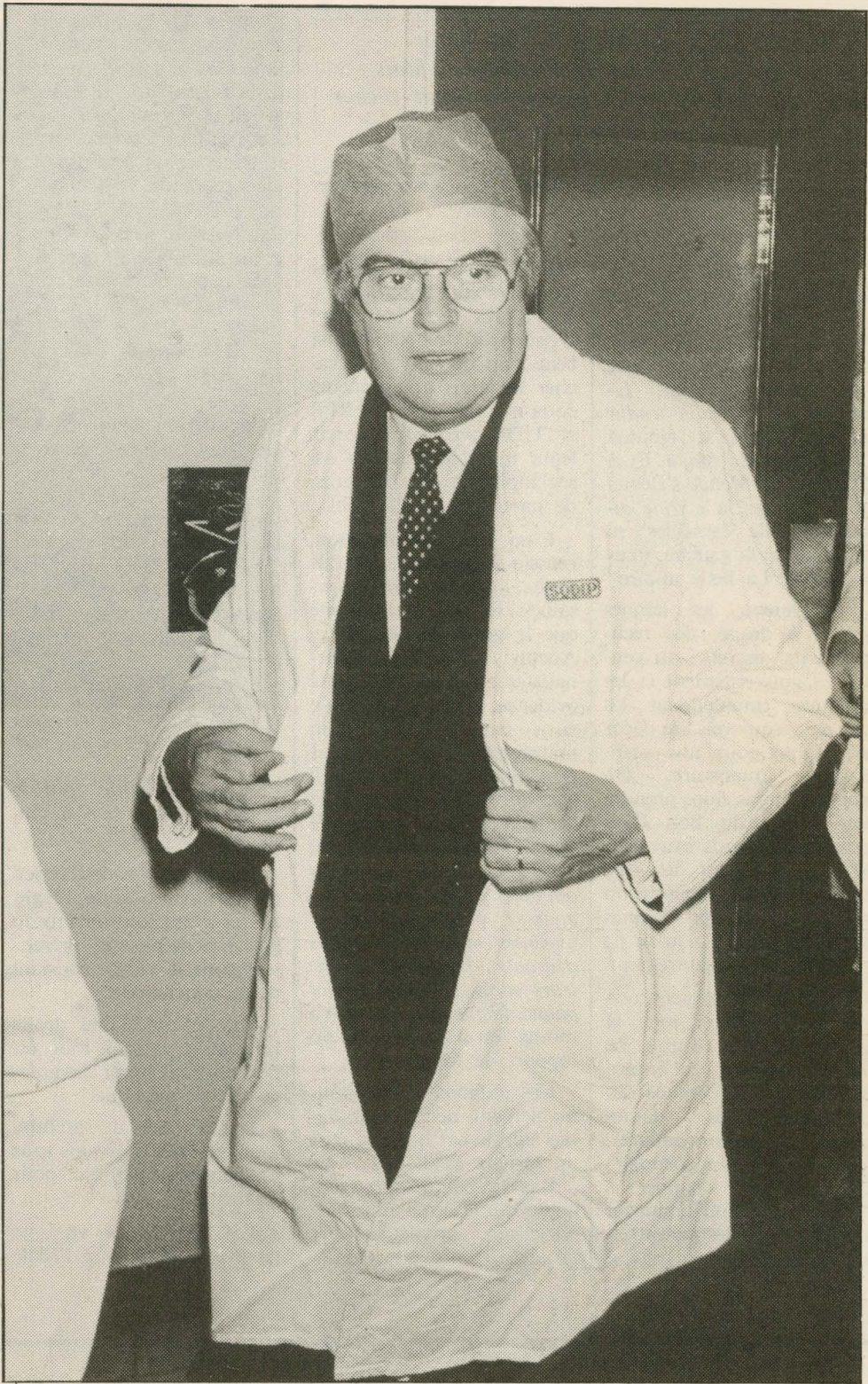
Il n'est pas trop tard

Ce que pourraient — et devraient ! — faire aujourd'hui les directions des syndicats ouvriers, si elles voulaient réellement répondre aux besoins des travailleurs, n'est pas bien difficile à résumer. Elles proposeraient, partout, nationalement, de tenir dans chaque entreprise et localité des assemblées unitaires de travailleurs. Elles y feraient leurs propositions et le bilan des trois ans écoulés. Les revendications actuelles, les moyens d'action seraient ainsi débattus, publiquement, démocratiquement, dans l'unité.

Pour notre part, si elles en donnaient ainsi l'occasion, nous ne serions pas seuls — et de loin ! — à soulever une question, la question centrale : ensemble, faisons-nous entendre de ce gouvernement, en réalisant par exemple une grande marche nationale unitaire de tous les secteurs frappés par les licenciements, contre le chômage et l'austérité. Nous refuserions d'opposer les exigences sur le pouvoir d'achat à celles pour l'emploi. Nous montrerions qu'une autre politique est possible, celle que nous présentons au travers du Plan d'urgence.

A l'opposé de cette voie, celle de la démocratie ouvrière, permettant aux travailleurs de développer la « dynamique sociale », les directions ouvrières multiplieront les obstacles. Nous le savons bien. C'est cependant la voie que nous cherchons à faire triompher, en la mettant à l'ordre du jour dans toutes les discussions, au cours de toutes les luttes.

Pierre Rème



Les remèdes du docteur Mauroy ne peuvent qu'aggraver la maladie dont souffre la gauche.

Unanimité sur le dos des chômeurs

Avant son troisième anniversaire de président, Mitterrand se paie la fiole des chômeurs. Lui qui fut élu naguère (c'est si loin déjà) pour arrêter le massacre des licenciements et créer des emplois... Mais il n'était que candidat fraîchement élu. Cette fois, l'oreille azimuthée vers le patronat, il enjoint les « partenaires sociaux » (comme si nos patrons étaient des partenaires, franchement) à se mettre d'accord. Le CNPF veut licencier à tour de bras, donc payer moins les chômeurs plus nombreux. D'accord, dit le gouvernement de Mitterrand. Et d'obtenir ce que Diamond's Giscard n'aurait osé rêver : l'accord de tous les syndicats.

Car depuis que Mitterrand hante l'Elysée, pour les dirigeants nationaux des syndicats, la courroie fonctionne à l'envers. En toute logique syndicale, plus la menace de licenciement est forte, plus

le syndicat se doit de gagner de fortes indemnités de licenciement et de grosses allocations chômage. Normal, pas vrai. Pas du tout, disent en chœur CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC. Et de signer la nouvelle convention UNEDIC, qui liquide les allocations pour licenciement économique, qui frappe plus fort les moins de vingt-cinq ans, les plus de cinquante ans et tous ceux qui ont un travail précaire. Un massacre... lu et approuvé par CNPF et CGPME, Krasucki, Bergeron et Maire.

Mitterrand devient ainsi le pourfendeur de l'UNEDIC, avant d'être celui de la Sécurité sociale et du pouvoir d'achat. Bien sûr, du temps de Giscard, les syndicats n'auraient pas signé ça. Mais avec Mitterrand, tout le monde dans le rang !

J. L.

Quand Lustiger tend la main, le gouvernement tend la joue gauche

La manifestation de Versailles ne serait pas de droite ? L'imposture est belle ! Mais aucun maquillage journalistique ne peut cacher l'évidence : le gouvernement a cédé devant l'opposition.

A peine la foule versaillaise était-elle dispersée que les bons esprits entonnaient l'hymne de la réconciliation nationale. « *Lustiger joue l'apaisement* » titrait *Libération*. « *La main tendue de Mgr Lustiger* », rajoutait Guy Claisse du *Matin*. Et le directeur du *Monde* s'élevait pour dégager la « *vraie dimension* » de Versailles : ni la droite, ni la gauche, mais la liberté. La belle affaire !

A gauche, les laïques rétro ; à droite, des récupérateurs discrets ; au centre, le gouvernement et les évêques, transcendant les clivages temporels : le décor est planté pour une scandaleuse imposture. On voudrait nous faire prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages, le rassemblement des versaillais pour l'expression populaire, et les laïques pour des pigeons, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Car, enfin, ils étaient tous venus, ils étaient tous là pour enterrer le 10 mai : Le Pen et le Chirac, la France catholique et la France des boutiques, les dames patronesses et leurs pauvres, les corbeaux et les cornettes. Qui pouvait échapper à l'énorme pression organisée sur les élèves, les parents et les enseignants du privé ?

Qui, à droite, ignorait que Versailles était l'occasion ou jamais de se compter ? L'épiscopat doit se donner beaucoup de mal pour cacher les vrais organisateurs de la manifestation : le RPR et l'UDF, avec leur appareil, leurs municipalités, les associations de commerçants, de parents qu'ils dirigent.

C'est une manifestation, réussie assurément, mais de droite, qui s'est tenue à Versailles. Et c'est à la droite que le gouvernement cède. Aucun maquillage journalistique ne résiste à cette évidence. Il est vrai qu'il n'y aura pas de trop d'un matraquage des médias pour faire passer la pilule à gauche. Le spécialiste de la dentelle au *Quotidien de Paris*, Dominique Jamet, évoquait : « *les quelques centaines de milliers d'enseignants anachroniques et quelques millions d'étatistes délirants qui appellent de leurs vœux le grand service public, laïque et unifié* ». Au moins est-il conscient du rapport de forces.

Ces millions d'abrutis aimablement décrits par Jamet éprouvent quelque part un sérieux ras-le-bol.

Ras le bol du martyrologue d'une école ultra-minoritaire, privilégiée et protégée, alors que l'école



La manifestation de Versailles ne serait pas de droite, à lire la presse quotidienne de lundi. Pourtant la brochette de notables du RPR et de l'UDF était belle. Ici, Chirac, Labbé, Debré, Pons...

publique supporte tout le poids de l'austérité et des attaques.

Ras le bol du double jeu des raminagrobis de l'Eglise qui ayant tout obtenu du gouvernement, se présentent sous le visage souriant de la conciliation.

Ras le bol d'une droite hargneuse, à qui tout est bon pour enfoncer davantage l'école publique.

Ras le bol de prendre tous les mauvais coups sous un gouvernement élu pour les éviter.

Les hommages vibrants de Pierre Mauroy à l'école

publique alors même qu'il dresse les enseignants contre sa politique d'austérité, et qu'il renie tous ses engagements laïques, ne pèsent pas lourd.

Jospin, sortant de l'Elysée, n'a pas attendu le 4 mars pour lâcher le morceau : histoire de ne pas donner l'impression de céder à la pression de la rue ! Les services de la présidence confirmaient le grand bond en arrière. Mais le fleuron était réservé à Mauroy, le lendemain de Versailles : l'accord sera signé avec la hiérarchie catholique avant le Conseil

des ministres du 14 mars, annonce-t-il. Une seule litige subsiste : la fonctionnarisation des maîtres du privé ; on n'y touche donc pas pendant six ans.

Pour que tout soit clair, à une question sur la promesse de Mitterrand d'un « *grand service public unifié et laïque d'éducation* », Mauroy répond : « *C'est une perspective (...) Il apparaitra, dans dix ans, dans quinze ans, à d'autres générations, de faire d'autres pas, si ces générations le souhaitent et le désirent.* »

Pour le 10 mai, rendez-vous dans quinze ans ?

Nicolas Jeanson

Le chanoine Lustiger a eu bien du mal à cacher l'infrastructure de la manifestation, constituée par les appareils du RPR et de l'UDF.

Pas libre

L'*Humanité* du 6 mars reproduit une lettre envoyée à une institutrice d'une école privée de Thionville par son directeur. « *J'ai pris note du refus de votre part de distribuer aux enfants la convocation des parents d'élèves au rassemblement du 18 mars faite par l'APEL de l'école et destinée à l'ensemble des parents. Cette attitude m'oblige à en référer à l'autorité organisant les classes primaires du diocèse.* »

Le diocèse inflige un blâme à l'institutrice : « *Nous ne pouvons admettre votre comportement à un moment où la liberté de l'enseignement est particulièrement menacée.* » La liberté, quoi !

Assez de concessions

Un million à Paris, contre la droite, pour l'école publique : c'est maintenant une nécessité. Et c'est possible !

L'Elysée a donc décidé que la droite a gagné. A-t-elle renversé la majorité parlementaire ? Non. Elle a, avec réalisme, tenté d'obtenir dans la rue ce que les urnes ne lui avaient pas donné. Et elle s'apprête à claironner, avec raison, que « la lutte paie ».

Conclusion : face à un gouvernement qui accepte de brader ses engagements sous la pression d'une mobilisation, et qui soumet la loi à l'accord préalable de ses adversaires, il ne reste qu'à construire un rapport de forces et à réaffirmer

dans l'action la majorité sortie des urnes il y a trois ans.

Il est encore temps, il est encore possible de renverser la tendance. Les manifestations laïques du CNAL en novembre dernier ont montré que les forces laïques n'étaient pas démobilisées. Depuis lors, le combat laïque s'est élargi à tous ceux qui, peu sensibles à la question scolaire, n'entendent pas pour autant laisser la rue à la droite. Et s'il est vrai que les travailleurs n'ont pas, comme leurs adversaires, un terrain unique

d'action, ils représentent un potentiel sans commune mesure avec le rassemblement des Versaillais.

Un million à Paris, contre la droite, pour l'école publique : c'est maintenant une impérieuse nécessité.

Le Parti communiste a déjà pris position pour la manifestation nationale. Les militants du Parti socialiste ont découvert avec stupeur les déclarations de Jospin, et ne sont pas prêts à trahir la tradition laïque de leur parti. Les confédérations qui seraient tentées de ne pas s'engager seraient désavouées dans les actes par nombre de leurs structures.

Dans la FEN, la défaite sans combat qui lui est, pour le moment, proposée par sa direction, porterait un coup irréparable. L'acceptation dans les faits de la

capitulation gouvernementale ferait s'écrouler un pan entier de l'identité du syndicat.

Une grève des seuls enseignants (apparemment envisagée) n'y changerait rien : parce qu'elle réduirait aux enseignants un problème qui les dépasse ; parce qu'elle succéderait à deux autres grèves de vingt-quatre heures en quelques mois ; parce qu'elle viendrait trop tôt ou trop tard, par rapport à l'échéance législative.

Aux prises de position des syndicats de la FEN pour la manifestation nationale (cf. *Rouge* de la semaine dernière) s'ajoutent déjà le SNI-Hérault, le SNI-Rhône, le SNES-Gironde. C'est une idée aujourd'hui majoritaire dans la FEN. Il faut passer à l'acte.

N. J.



La droite veut privatiser l'école publique

Laïcisation du privé ou privatisation du public : l'alternative se referme. Moins que jamais ringarde, la guerre scolaire est l'affaire de tous les travailleurs.

Répondre à la droite sur le terrain qu'elle a choisi, celui de l'école : peu de travailleurs en contestent la nécessité. Mais, pour quelle politique scolaire ? L'enjeu de la guerre scolaire ne passe-t-il pas loin derrière les conséquences de la crise sur l'emploi et les salaires ?

Le mouvement ouvrier paye aujourd'hui de n'avoir pas su répondre à ces questions. Ni la « deuxième gauche », pour qui l'école privée préfigure un service public décentralisé. Ni le Parti communiste dont la politique de la main tendue à la hiérarchie catholique a pris le dessus jusqu'à ce que, récemment, la direction ne redécouvre les engagements laïques du candidat Mitterrand. Ni les laïcs traditionnels qui, à force d'encenser les vertus de « l'école libératrice », se sont coupés d'une opinion ouvrière sensible à l'échec scolaire et au tri social opéré dans l'école.

Un passé, un bilan

Ainsi, le combat laïque a été coupé du projet scolaire qui avait fait sa force au siècle dernier. Une école unique, obligatoire et gratuite, protégeant les enfants du travail exploité : bourgeoise assurément, l'école de Jules Ferry n'en représentait pas moins un progrès démocratique.

Cent ans plus tard, changement de décor. L'école publique a imposé son existence ; elle a un passé, et un bilan. Les travailleurs ne la jugent plus seulement à travers ses mérites comparés à l'obscurantisme de l'école confessionnelle. Le service public était chose acquise ; ils en attendent plus et mieux. Or, que leur propose-t-on ?

Le Front populaire avait porté l'âge légal de la scolarité à quatorze ans ; la V^e République s'est offert le luxe de le prolonger à seize ans. Depuis le 10 mai, il n'a pas été question d'une école unique et polyvalente pour tous jusqu'à dix-huit ans. Mitterrand avait promis d'aller vers « les 25 élèves par classe », condition d'une pédagogie de soutien individuel indispensable : la tendance réelle est exactement inverse.

La priorité devait aller à l'Education nationale : l'austérité budgétaire prépare pour septembre la pire rentrée qu'on ait connue dans les collèges et les lycées.

L'enseignement technique public était appelé à sortir de sa situation de parent pauvre : ce sont en réalité l'apprentissage patronal sur le tas et les stages-parkings qui sont privilégiés.

La formation des enseignants, si souvent incriminée, reste délaissée : des milliers d'instituteurs sont envoyés dans les écoles sans formation, et nombre d'écoles normales menacent de fermer, faute d'élèves-maîtres.

La droite occupe le vide

Pas de grande politique démocratique, donc, pour l'école publique. Pas de souffle mobilisateur, ni pour les enseignants ni pour les travailleurs. Or, les aspirations éducatives des familles populaires n'ont pas diminué, au contraire : le chômage aiguise l'exigence d'une formation générale et professionnelle de qualité. La politique gouvernementale laisse donc un vide, qu'occupe la droite. Car, elle a un

programme pour l'école. Et qui tient en une formule, la privatisation de l'Education nationale.

L'issue capitaliste à la crise passe, à l'école comme ailleurs, par le désengagement de l'Etat, la réhabilitation de l'initiative privée et de la concurrence sauvage. Dès lors, l'école privée se transforme, de reliquat d'un passé religieux en un modèle d'avenir.

Pas plus d'une famille sur cinq ne recourt à l'enseignement privé pour des motivations confessionnelles. Ce qui n'empêche pas l'Eglise de s'accrocher à ses écoles (97 % sont catholiques) comme à un réseau irremplaçable d'évangélisation.

Mais, pour l'essentiel, l'enseignement privé remplit aujourd'hui une fonction de recours pour les parents qui ne veulent pas subir la dégradation de l'Education nationale. Qu'importe si, statistiquement, les résultats à tous les examens sont meilleurs dans le public ; il sera toujours temps de s'inscrire dans le public un an ou deux avant le baccalauréat, par exemple. L'important, c'est la sécurité que procurent des relations de clientélisme avec l'établissement privé, et la certitude de protéger l'enfant dans un milieu clos.

Le dualisme scolaire

Le privé est donc devenu le projet offert par la droite à l'Education nationale. C'est le cheval de Troie de l'adaptation du service public à la crise ; c'est l'alibi pour abandonner l'école laïque à ses difficultés. L'enjeu de



la guerre scolaire n'en est que plus important.

Le dualisme scolaire organise une pression permanente sur le service public pour sa privatisation. Des établissements autonomes, tributaires du financement des collectivités locales et des familles, en concurrence pour le recrutement des « meilleurs » élèves : ce n'est pas ainsi que l'on rapproche les familles de l'école. Au contraire, les travailleurs auraient tout à perdre à la généralisation du « système-D » dans le service public.

Le dualisme scolaire, c'est la dispersion des fonds publics entre deux réseaux d'écoles concurrents, l'un ouvert, l'autre fermé. Le dualisme scolaire, c'est la voie du renforcement des inégalités : entre élèves

selon leurs origines, entre établissements selon leurs moyens.

Le dualisme scolaire, c'est aussi, trop oubliée, le maintien d'une formation professionnelle patronale dans ses centres d'apprentissage ou ses instituts supérieurs de luxe.

Enfin, le dualisme scolaire est incompatible avec une politique démocratique pour l'école : comment prétendre, par exemple, réaliser le collège unique pour tous les jeunes, en conservant deux grands types d'établissements ?

La fin du dualisme scolaire ne marquerait pas la fin de la sélection sociale dans l'école laïque. Mais elle enlèverait à la droite son arme désormais privilégiée contre le droit à la formation.

Nicolas Jeanson

Ringardes, ces sœurs ? Ce sont pourtant les troupes de ceux qui veulent casser l'école publique.



FONCTIONNAIRES

Grève
contre la régression sociale

Delors et Le Pors ont devant eux le mécontentement de l'ensemble du personnel de la fonction publique. Une telle grève n'avait pas eu lieu depuis 1977. Un avertissement très sérieux pour le gouvernement.

Toutes les fédérations de fonctionnaires ont appelé à l'action du 8 mars. Faut-il dire à l'exception de la CFDT ? Oui, si on la confond avec sa direction. Non, si on regarde la réalité de ces syndicats. Les polémiques autour de la grève — qualifiée d'« indécente » parce qu'elle défend le pouvoir d'achat de

ravailleurs « nantis »... d'un emploi à bas salaire... — ont cependant eu un effet sur certaines catégories. Ou dans des départements particulièrement marqués par le chômage et les défaites ouvrières, comme les Ardennes.

Toutefois, le trait dominant de la journée est, pour des salariés nettement

de gauche dans leur majorité, une volonté de ne plus subir. La dimension unitaire a joué le rôle de catalyseur. Autour des secteurs traditionnels de la fonction publique — Santé, PTT, Communaux... — l'adjonction des enseignants, absents de la journée du 16 février, traduit à quel point le gouvernement a tourné le dos à des exigences somme toute élémentaires. Dans le rejet de la régression sociale des agents de l'Etat, les cheminots et le transport urbain et aérien se retrouvent, ainsi que l'EDF. Cela prend l'allure d'une grève générale touchant quatre millions de salariés.

Un bon révélateur de la profondeur du phénomène

est fourni par les réactions au sein de la CFDT. Contre les pressions de la direction confédérale, des fédérations fort peu critiques appelaient à l'action. Telle celle des PTT, coïncée entre le mécontentement de sa base et l'approche de son congrès en mai prochain. Telle celle de la protection sociale, dont les syndicats n'auraient pas respecté le refus d'appeler à l'action. La situation de la fédération Finances, souvent dans l'opposition confédérale depuis quelques mois, est différente. De telles fractures, significatives, sont loin d'être cantonnées au sommet : dans la plupart des départements un véritable vent de colère s'est levé contre le refus de la

grève. De très nombreuses protestations internes circulent.

Cela aboutit, à Paris, à un appel à manifester ensemble au même endroit, lancé par la CGT et la FFN, auxquelles

les l'essentiel de la CFDT de la fonction publique a appelé à se joindre. Démarche unitaire qui n'est pas isolée nationalement.

Arthur Carré

La dernière journée d'action de la fonction publique, le 16 février dernier.



On est bien loin du compte

Au terme de 1982 et 1983, les fonctionnaires ont perdu entre 1 600 F et 8 300 F, selon leur catégorie. Sans compter les cotisations UNEDIC et l'augmentation de celles pour la Sécurité sociale. Sans indexation, l'année 1984 sera au moins aussi mauvaise

« Corporatistes » ? « Nantis » ? Les fonctionnaires ont droit aux insultes. Comme s'ils défendaient « des privilèges »...

Pourtant, leurs salaires sont bas. Et une comparaison avec le secteur privé ne fait pas apparaître une différence substantielle : les deux tiers ou les trois quarts gagnent moins de deux fois le SMIC, 95 % ou 98 % sont au-dessous de quatre fois le SMIC. A l'inverse des discours de culpabilisation en vogue en ce moment, les véritables inégalités et les privilèges sont au-dessus !

En faisant les comptes, sans additionner les cotisations UNEDIC ni les augmentations de cotisations pour la Sécurité sociale, les pertes réelles de salaires accumulées durant les années 1982 et 1983 s'élèvent à 1 600 F pour le salaire moyen de la catégorie C, 3 100 F pour la catégorie B, 6 000 F pour le bas de la catégorie A et 8 300 F pour le haut de celle-ci. La prime de 500 F est vraiment très loin des pertes réelles, sauf pour la catégorie D et une petite partie de la catégorie C.

Cependant, même une

prime équivalente aux pertes réelles (celles sur les salaires plus celles liées aux diverses cotisations augmentées ou créées) ne réglerait pas le problème. Depuis le début de 1984, en effet, les pertes s'accumulent encore : elles sont le résultat de l'écart entre l'évolution des salaires et des prix. Bref, la valeur du point, élément de base du calcul des salaires dans la fonction publique, devrait augmenter automatiquement en fonction de l'augmentation des prix pour protéger le pouvoir d'achat de tous. Ce serait clairement unificateur pour tous les agents de l'Etat.

Cela ne contredirait en rien les autres revendications parfaitement légitimes : la disparition de la catégorie D dans le cadre d'une reorganisation de la grille. De même que l'attribution de points uniformes pour assurer l'augmentation du pouvoir d'achat de la masse du personnel en caté-

gorie C et d'une partie de la catégorie B. Rappelons, en effet, que les « C » sont la grande masse du personnel des PTT et notons aussi, pour en souligner l'actualité à l'occasion du 8 mars, que la revendication d'assimilation aux échelons supérieurs de la catégorie D aurait une indiscutable valeur de lutte contre le sexisme : 71 % des personnels qui la composent sont des femmes... !

Délibérément, le gouvernement tourne le dos à ces revendications. Il cherche à faire croire, avec l'appui de Jean Kaspar de la direction de la CFDT, que le pouvoir d'achat des trois quarts des fonctionnaires est « protégé » et « maintenu » par la prime et une augmentation de 1 % en avril. Et, parce que cette voie a sa logique, il en vient à relayer les campagnes contre « les nantis », sur les traces de Raymond Barre. Campagne mensongère mais dangereuse !

Arthur Carré

Maire en guerre
contre la grève

Maire et Kaspar, solidaires de Le Pors et Delors, luttent contre la grève des fonctionnaires. Par tous les moyens. Le mensonge éhonté : « La grande majorité des fonctionnaires (trois millions sur les quatre en activité) ont le maintien et, pour certains, une progression de leur pouvoir d'achat en 1983 », déclare Kaspar le 2 mars. La culpabilisation : « Il est particulièrement regrettable, explique Maire dans *Syndicalisme hebdo* du 8 mars, que cette journée ait pour seul objectif affirmé la défense du pouvoir d'achat des salariés les plus protégés. » Des pressions et les menaces à l'intérieur de la confédération « appuient » les propos publics...

Rarement la direction de la CFDT aura été aussi clairement le fer de lance du soutien au gouvernement, en opposition à la majorité de sa base. Et en contradiction avec ses propres engagements revendicatifs : à l'issue du bureau national, en novembre dernier, Kaspar en personne avait affirmé que la

CFDT « ne ferait aucun cadeau au gouvernement et au patronat sur la masse salariale ». Il précisait l'exigence d'un rattrapage réel des pertes en 1983 comme condition préalable à une négociation sur 1984.

Faut-il rappeler qu'en novembre, très peu de temps après les élections à la Sécurité sociale du 19 octobre, la direction tenait un langage propre à calmer les mécontents au sein de la confédération ? La direction confédérale, en fait, ruse avec ses militants. Et, parfois, comme en ce moment sur la question du pouvoir d'achat, les mensonges et les hypocrisies apparaissent pour ce qu'ils sont. Aussi, de très nombreux militants, bien au-delà des oppositions déjà existantes, estiment que les prises de position de Kaspar et de Maire « ne représentent pas la CFDT ». Rien de moins ! Ce qui promet des discussions particulièrement dures et précises.

P. R

Pourcentage des salariés
suivant les niveaux de salaire

Secteur public

catégorie (2)	indice (1)	avec Ed. nat.	sans Ed. nat.
D	223	6 %	4 %
C	265	35 %	59 %
B	335	33 %	25 %
A	492		
A'	685	27 %	13 %
A	870		

Secteur privé

Au-dessous et jusqu'à
1 fois le SMIC... 10 %
2 fois le SMIC... 66 %
4 fois le SMIC... 95 %

1. Le salaire se calcule en multipliant la valeur du point (actuellement 20,50 F) par l'indice. Les indices ici indiqués sont les moyennes par catégorie.

2. Au-dessus de la catégorie A, l'échelle « Lettres » regroupe environ 1 % de hauts cadres dont les indices vont de 870 à 1536, et qui doublent leurs salaires avec leurs primes.

MINEURS

+20 %

Les effectifs concernés par le chômage partiel indemnisable (2,4 millions) et le nombre d'heures indemnissables (12,5 millions) ont augmenté en 1983 par rapport à 1982 de 21,8 % pour l'un et de 22,4 % pour l'autre.

Le gouvernement paye des aides et les patrons tendent à utiliser ce type de mesure comme un instrument de gestion permanent.

9,6 %

Le chômage officiel en France est de 9,6 % en janvier 1984 (sur la population active comptée à 23,5 millions de personnes, qui comportent les deux millions de paysans et les artisans et commerçants). Cela correspond à une augmentation de 5,5 % de janvier 1983 à janvier 1984.

Tout indique comment cette tendance se maintient : les demandes d'emplois en fin de mois augmentent de + 5,8 % en janvier 1984 par comparaison avec janvier 1983.

300 000

A Paris, environ 300 000 logements sont à rénover. Actuellement, à peine 13 000 par an sont « réhabilités » soit avec aide publique soit par simple réalisation privée. A ce rythme, il faudra deux ou trois décennies pour faire disparaître l'inconfort le plus criant.

0,7 %

Les prix n'ont augmenté « que » de 0,7 % en janvier. Jacques Delors affirme que son objectif de lutte contre l'inflation est en vue.

Les Echos, quotidien proche du CNPF, expliquait, dans son numéro du 28 février que « le cap à passer ne le sera qu'avec un recul du pouvoir d'achat pour la plupart des catégories sociales (...) Un élément qui n'a encore jamais vraiment été expliqué par le gouvernement et le président de la République. »

50 %

50 % des personnes qui font appel aux services du Secours catholique viennent de « basculer dans la pauvreté ». 40 % sont envoyés par des services sociaux. 60 % ont moins de quarante ans. Sur l'ensemble des secourus, 40 % sont au « niveau de ressource zéro » : une fois leur loyer payé, il ne leur reste rien pour vivre.

Une marche en contraste



La grève était massive dans tous les bassins houillers le 2 mars. Mais de nombreuses enbûches ont relativisé la mobilisation pour monter à Paris.

Dix mille manifestants, retraités, actifs, femmes jeunes et enfants manifestaient, jeudi 3 mars, en cortèges colorés dans les rues de la capitale. Mais la mobilisation d'ensemble n'a pas atteint le succès escompté. Si l'unité syndicale la plus large possible — CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC — explique la grève à 80 ou 100 % sur les bassins houillers, la mobilisation pour la marche est restée un palier en-dessous des attentes, que mettait au point le même jour la direction des Charbonnages à Paris.

L'arrêt brutal des 48 heures de grève des 20 et 21 février a largement éveillé les soupçons, quant à la détermination des états-majors fédéraux. Les intersyndicaux au sommet se déroulent bien loin des mineurs. Ceux qui sont montés à Paris, jeudi, ne savent que le mercredi suivant, ce que les fédérations proposent ensemble « pour la poursuite de l'action ». Ce suspens-là laisse plus d'un travailleur perplexe.

L'intox des médias, des porte-parole patronaux et gouvernementaux à propos du charbon français « hors de prix », ne prend pas. Le slogan « Produisons français, du charbon fran-

çais », en témoigne, à sa façon : il est repris, de la première à la dernière ligne des manifestants, unanimes. L'effet de la politique gouvernementale, par contre, est dévastateur. Les réponses des mineurs sont diverses, dispersées, contradictoires.

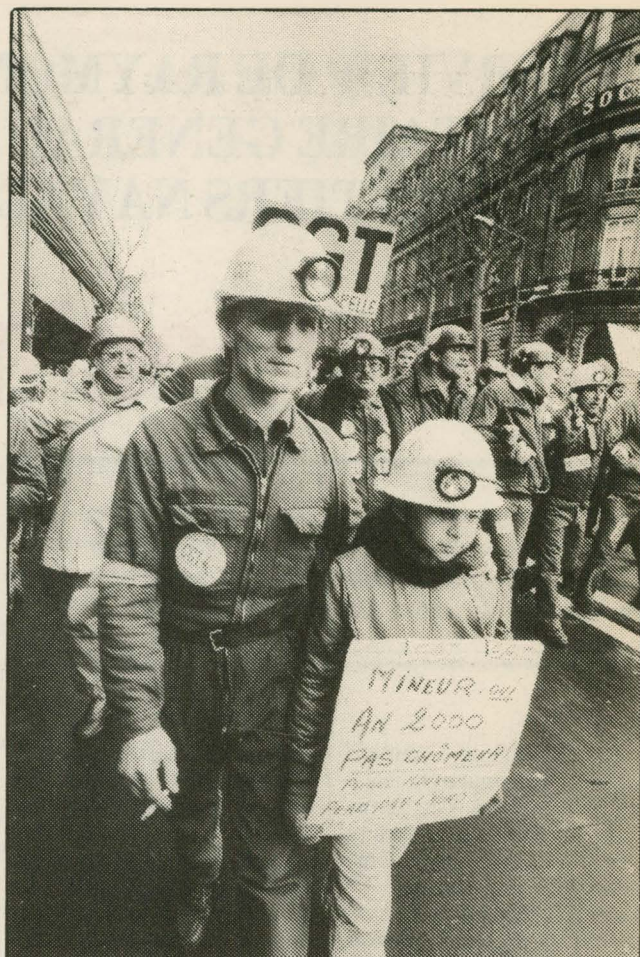
« Mauroy, tiens tes promesses ! », scande le premier cortège regroupant les syndicats CGT. La CFDT défile un peu sur la même tonalité. FO suit, et les slogans antigouvernementaux s'enflent : « Mitterrand, l'es foutu, les mineurs sont dans la rue ! ». Le cortège CFTC, où les bassins lorrains sont fortement représentés est en fin de manifestation. « Mitterrand, ras-le-bol, Mitterrand, démission ! » C'est net. Le retournement de la politique charbonnière du gouvernement qui licencie aujourd'hui après avoir promis d'embaucher en 1981 ouvre un autoroute à l'agitation de la droite.

Tous ces pièges s'accumulent sur la voie d'une mobilisation massive, unitaire des travailleurs des bassins pour sauver leurs emplois. Même si leur volonté de lutter pour vaincre ne fait aucun doute : les débrayages à 80 ou 100 %

le prouvent. Cette détermination peut permettre aux mineurs de déjouer les embûches.

Les assemblées générales sur les puits, pour débattre, faire peser le poids de la base sur les décisions de l'intersyndicales seront décisives. Mais pour cela, la réunion du mercredi devrait appeler à la grève reconductible sur tous les bassins...

Michel Morel



Le charbon est noir, pas tricolore

S'enfermer dans un débat sur la couleur du charbon ne mène qu'à une impasse. En obéissant à la logique capitaliste l'avenir n'est pas tricolore, il est noir

« Du charbon français ! », « Des mineurs, pas des chômeurs ! », ces deux mots d'ordre scandés par les mineurs le 2 mars avaient à leurs yeux un lien évident, fondé sur une réalité : du charbon, il y en a encore sous leurs pieds. Certains puits s'arrêtent parce que les investissements manquent, ils le savent. Ils ne sont pas prêts à troquer leur emploi et leurs avantages sociaux pour un autre emploi au rabais, assez mythique au demeurant dans le contexte actuel de crise. « Du charbon français ! », scandé devant une délégation de mineurs belges venus apporter leur soutien à leurs camarades français mettait à jour les contradictions d'un tel slogan.

« Centrale électrique, avec du charbon lorrain ! », chantaient les délégués de cette région. Après la concurrence nationale, la compétition interbassins divise les travailleurs et les affaiblit au

lieu de les souder contre ceux qui ont décidé qu'on pouvait mettre au rencart les mineurs parce qu'ils ne rapportaient plus assez. Dans cette veine, on ne peut que buter sur les critères de rentabilité capitaliste : il y a donc des puits à fermer ? On connaît la chanson...

Faut-il ou non s'inscrire dans les régimes de l'économie capitaliste pour décider d'une activité ? Là est la seule vraie question. Tous ceux qui se placent sur le terrain de la compétitivité, de la rationalité économique capitaliste tomberont comme le fait le gouvernement dans des décisions anti-cuvrières.

Français, américain ou polonais, le charbon ne peut apporter emploi et garanties sociales que si l'objectif poursuivi est garanties sociales et non profit maximum, que si l'objectif est industrie au service des besoins populaires. Tous les choix faits antérieurement : en faveur

des compagnies pétrolières pendant une décennie, et en faveur du lobby nucléaire ensuite, n'ont été faits qu'en fonction du profit que les capitalistes pouvaient en retirer. Que les mineurs ou les électriciens ou les salariés de l'industrie pétrolière perdent leur emploi n'était pas le problème.

Pour redresser cette situation, il y faudrait une volonté politique d'assurer d'abord les avantages acquis des travailleurs. Sur cette base, il serait possible par les travailleurs de débattre des choix de production comme les choix d'énergie. Hors de cette volonté il n'y a que poudre aux yeux. Aussi, sans se laisser enfermer dans un choix « national », il est primordial pour les mineurs de se battre pour leur emploi, les garanties sociales, l'amélioration de leurs conditions de travail, la réduction du temps de travail, toutes choses que les restructurations actuelles n'abordent même pas.

C'est dans le cadre de leur combat que les mineurs pourraient commencer à discuter. Comment continuer à exploiter la richesse qui git sous leurs pieds ? Quelle énergie produire pour le bien-être de la population ?

Alain Nasier

INTERVIEW DE RAYMOND DIMO, SECRETAIRE GENERAL DES SYNDICATS CGT DES CHANTIERS NAVALS DE LA SEYNE (2)

« Notre logique est différente »

Après la revendication de la nationalisation des chantiers Nord-Méditerranée, la semaine dernière, Raymond Dima détaille son point de vue sur la crise dans la navale.

La deuxième réunion tripartite patronat-syndicats-pouvoirs publics s'est tenue jeudi 1^{er} juin. Le secrétaire d'Etat à la Mer, en même temps qu'il annonçait le 1^{er} mars la commande de cinq navires, laissait prévoir 5 000 emplois supprimés sur les chantiers navals (Alsthom Atlantique et Nord-Méditerranée). « Cette deuxième réunion, déclarait le syndicat CGT des chantiers de La Seyne vendredi 2 mars, confirme la volonté du patronat et des pouvoirs publics de réduire de 3 325 le nombre d'emplois à Nord-Méditerranée. C'est inacceptable. C'est l'hypothèse B du plan de la direction générale. L'ensemble des organisations syndicales a donc refusé un tel plan qui n'a rien d'industriel, qui affaiblirait notre potentiel économique, accentuerait la casse de l'industrie et le chômage. Tout en considérant que quelques détails seront donnés dans les jours à venir, il faut faire s'exprimer d'ores et déjà avec force notre désapprobation et notre volonté de lutte pour faire avancer nos propositions. »

« Les chantiers font vivre 4 000 prolos et engraisissent quelques gars. »

Ces propositions — contrôle des comptes, nationalisation de l'entreprise... —, Raymond Dima les détaillait dans la première partie de l'interview publiée dans *Rouge* la semaine dernière. Il résume dans cette page son point de vue, et les analyses de la CGT des chantiers, sur les causes profondes de la crise de la navale.

● Les patrons prétendent que la navale n'est pas rentable, et les armateurs qu'un bateau construit en France coûte deux fois plus cher qu'en Corée du sud par exemple.

Tous les pays — surtout ceux qui arrivent sur le marché comme la Corée — subventionnent leurs chantiers navals, afin que leur prix soient le plus bas possible. C'est ce qu'on appelle le dumping. Dire que le niveau élevé des salaires en France multiplie par deux le

prix des bateaux est un tour de passe-passe. La part des salaires ne représente que 30 à 40 % du coût total. Et puis, n'est-il pas normal que les travailleurs français, qui se sont battus pendant des années, aient obtenu des avantages sociaux et de meilleurs salaires ? En fait, les patrons jouent la carte du chantage à outrance. Le gouvernement, lui, n'a pas élaboré de véritable politique industrielle. « La construction navale nécessite tant de milliers de francs pour concurrencer le dumping des autres pays », se dit le ministre des Finances. Il fait ses comptes : « Si je fais construire tant de bateaux en France, ça me coûtera tant. C'est exorbitant. » Pour nous, CGT, il ne tient pas compte, dans ses calculs, de nombreux facteurs. La navale pèse de façon importante dans l'économie du pays, comme sur son indépendance ; les bateaux construits ici, se sont des devises qui rentrent. Enfin, et cela est très important, tout cela représente des emplois en amont et en aval. Un chômeur dans la navale signifie neuf autres travailleurs au chômage.

● Pour vous, la rentabilité n'est pas seulement économique, elle est aussi sociale ?

Absolument, j'irais même plus loin. Si nous étions convaincus que tous les impôts des Français doivent servir à subventionner la navale, nous dirions : « D'accord, c'est inadmissible, inimaginable, il faut faire autre chose. » Mais ce n'est pas le cas. C'est même le contraire. La France est le pays qui demande le moins de semaines pour réaliser un bateau, nous avons une haute technologie... Nous avons donc les bases pour nous doter d'une véritable politique industrielle. En revendiquant la nationalisation et en popularisant cette revendication, nous prenons aussi les moyens de parler industrialisation. Mais en y mettant un contenu. Industrialiser, oui ! Rentabiliser, oui ! Mais pour combattre le chômage, et faire en sorte que les travailleurs, socialement, s'y retrouvent. Comme dit Krasucki : « S'il n'y a pas de pouvoir d'achat, qu'est-ce qu'on ira acheter ? Si on n'achète pas, qu'est-ce qu'on produira ? Et si on ne

produit pas, ce sera le chômage. »

● Comment envisagez-vous le fonctionnement d'une usine nationalisée ?

De ce côté-là, tout reste à faire. Il n'y a pas d'exemple précis qui montre la voie à suivre. Quand nous disons que des irrégularités se produisent dans la gestion de l'entreprise, c'est une réalité. Si nous pouvions intervenir directement dans les affaires, nous pourrions faire des propositions, travailler, et faire en sorte que cela se passe différemment.

La nationalisation n'est pas une panacée, mais elle devrait permettre d'avancer. Cela ne signifierait pas pour nous rester les mains dans les poches et manger le budget de l'Etat... Il faut être compétitif.

● Qu'est-ce que tu entends par compétitif ?

Je sais, cela fait un peu peur quand on parle de compétitivité, de productivité. Mais personne ici n'a dans la tête qu'un pays peut se priver d'économie. Si l'un d'entre nous abordait le problème de cette façon, je lui dirais : « Bon, écoute petit, va dans les bois, ramasse les champignons, fait des asperges et vis ta vie... »

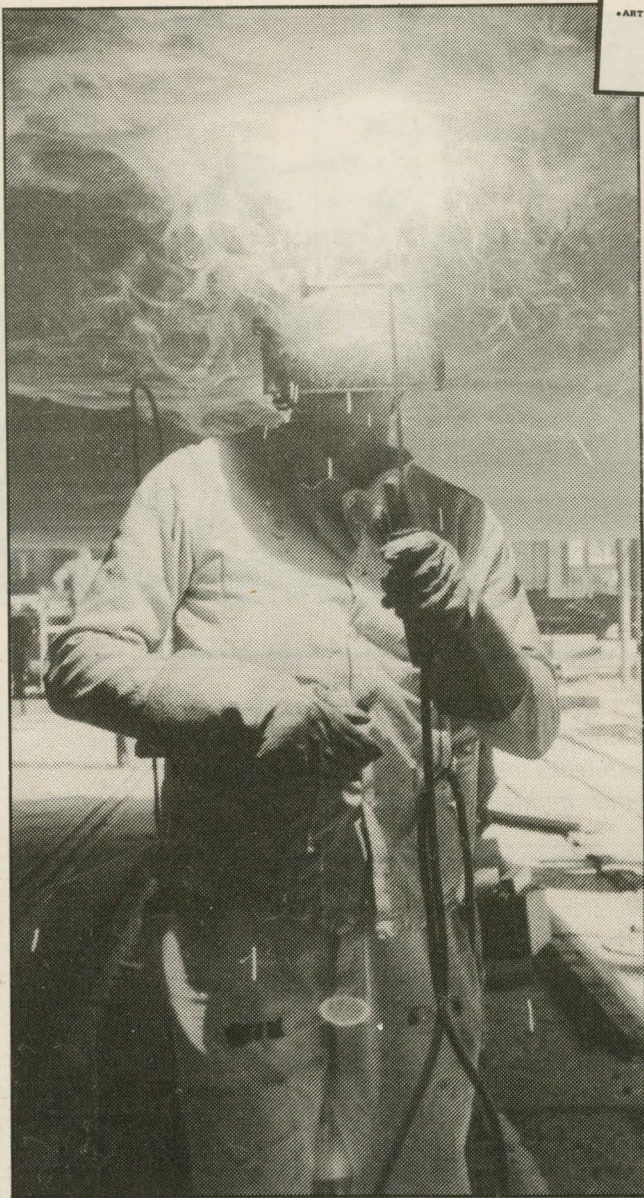
Les patrons ont leur logique de la compétitivité : réduction des charges sociales, et des coûts salariaux. C'est la logique du profit. Ils courent après un but immédiat, qui risque d'être illusoire et qui n'a jamais de terme.

« La logique capitaliste, c'est la logique du profit. »

Lorsque cela marchait pour eux dans la navale, ils n'ont pas cherché à investir... Ils se sont contentés de vivre sur la lancée.

Notre logique est différente. S'attaquer au manque de compétitivité, c'est combattre par exemple le sous-investissement, les gâchis financiers et autres, et la course au profit. Le profit capitaliste sacrifie toujours le devenir au moment présent. Pour eux, c'est normal. Pour nous, les prolos, c'est différent. Il est possible d'être compétitif, sans demander plus aux travailleurs.

● En discutant avant l'interview, on parlait de Cuba. En vingt-cinq ans de socialisme, dans des conditions difficiles, ils ont développé leurs capacités productives, résor-



Ouvrier soudeur du chantier.

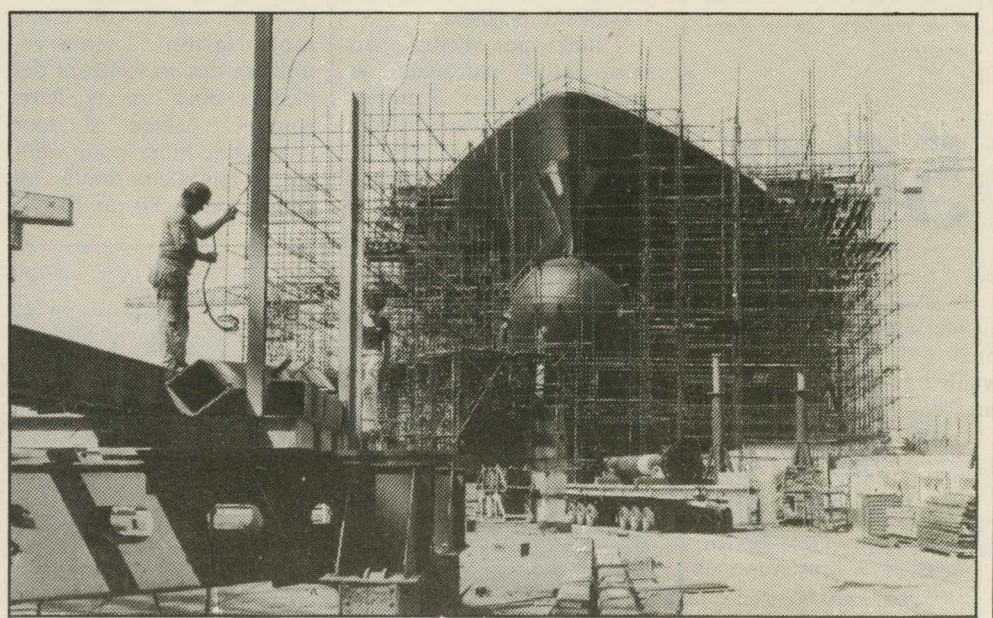
bé le chômage en planifiant l'économie, pour le bien-être de la population....

Voilà, absolument ! Nous devons poser ces problèmes en termes économiques. Parce que cela nous a malheureusement échappé, à nous les travailleurs, pendant de trop nombreuses années. Quand Fidel Castro va passer 24 heures ou une semaine pour la zafra, c'est bien parce qu'il faut couper la canne à sucre. Parce que

si Cuba n'exportait pas de sucre, alors là...

Nous, à la CGT, quand on propose des solutions, c'est pour le profit des travailleurs, pas pour le profit de quelques-uns. Qui font-ils vivre les chantiers ? A part les 4 000 prolos qui touchent leur salaire ? Ils engraisissent quelques gars, comme ça. Et pour appliquer la politique préconisée par quelques personnes, on met au rencart les possibilités d'action d'engagement, de 4 000 travail-

Vue générale du chantier naval de La Ciotat.



Affiche du projet de loi de nationalisation, collée sur les murs de La Seyne.

leurs. Avec le chômage, on perd de la matière grise, c'est une perte sociale et économique. On perd sur tous les tableaux, c'est du gâchis...

● Revenons, pour conclure, à votre lutte aujourd'hui. Quel est l'apport du comité de soutien, de la population locale, et particulièrement du comité de soutien des femmes de travailleurs ?

Le comité de soutien a fait un travail de titan, avec des moyens limités. Il a été extraordinaire, et est encore actuellement très efficace.

Quant aux femmes, je vous avoue, elles m'épatent toujours.

« Un chômeur dans la navale entraîne neuf autres licenciements. »

Même lorsqu'elles ne sont pas des milliers, elles ont une façon formidable de s'exprimer. Quand elles font un effort considérable, qui se solde par des résultats qui le sont moins, et bien ça ne les empêche pas de repartir en lutte, de recommencer.

Quant à la population, il faut être dans la localité pour sentir cette chaleur humaine. Lorsqu'on a occupé le Fairsky, les gens venaient. Dans ces moments-là, on n'a pas forcément besoin d'un morceau de pain ou d'un billet de cent francs. Simplement d'un mot — « Je suis là » —, c'est extraordinaire.

Propos recueillis par nos correspondants

"PROJET DE LOI"
SUR
LA CONSTRUCTION NAVALE
proposé par les Syndicats
C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.
des Chantiers Navals de La Seyne

pour être présentée par les groupes parlementaires à l'Assemblée nationale française

Vo la vision maritime de la France
Vo l'intérêt d'une véritable politique industrielle nationale
Vo l'importance stratégique et économique de la construction navale pour l'indépendance nationale du pays
Vo le défi national de la balance commerciale du transport maritime
Vo les besoins nationaux de construction de navires reconnus par le Conseil Supérieur de la marine marchande
Vo la qualité de l'outil de travail de la construction navale française et la grande valeur de ses chantiers navals
Vo l'existence d'une crise mondiale et des efforts faits par les autres pays pour défendre leurs chantiers navals
Vo le caractère de mono-industrie des régions où sont implantés les chantiers français et leur fort taux de chômage existant
Vo le niveau élevé des aides de l'Etat et la carence de gestion des actionnaires de la Société CNM
Vo la nécessité pour la France de préserver une industrie d'avenir et une technologie d'avant garde

L'Assemblée nationale de la République Française décide :

● ART. 1. Les Sociétés des Chantiers du Nord et de la Méditerranée et ses filiales sont nationalisées par transformation en prise de participation de l'Etat des sommes considérables versées aux trois chantiers au cours des années écoulées.

● ART. 2. La production nationale annuelle de la construction navale sera garantie au niveau de 420.000 Tjb dont 240.000 pour Nord, conformément aux engagements du ministre de la Mer du 21 janvier 1982. Cette décision assurera le maintien des cinq sites et le plein emploi.

● ART. 3. Cette garantie s'appuiera sur une politique contractuelle entre les différents partenaires de transport maritime pour une solidarité mutuellement avantageuse entre chargeurs, armateurs et constructeurs français.

FEVRIER 1984

DE NOS CORRESPONDANTS

BANQUES

La grève du 1^{er} mars

La presse a présenté la grève des banques le 1^{er} mars comme un « bide ». Nettement moins suivie que celle du 3 février, elle a néanmoins démontré le maintien d'une combativité réelle dans les banques... autant que la lassitude devant des actions inefficaces : c'était la deuxième journée de grève en un mois, la quatrième journée d'action dans un entreprise comme le Crédit lyonnais. De plus, le SNB (CGC) avait rompu la veille son accord avec la CGT pour signer l'accord salarial !

Au lendemain du 1^{er} mars, de nombreux travailleurs regardent vers les grèves de la fonction publique. Pourquoi se battre séparément quand l'unité et l'efficacité commanderaient la jonction dans l'action de tous les secteurs concernés ?

La fin de la manifestation parisienne était significative de cet état d'esprit : alors qu'aucune prise de parole n'était prévue, la CFDT Société générale faisait une déclaration appelant à une jonction avec la fonction publique. L'insatisfaction des militants présents se manifestait par des discussions et des retours groupés qui bloquaient la circulation.

Les fédérations CGT, CFDT et FO s'étaient pour une fois unies pour dire non à la politique salariale des banquiers et du gouvernement. Mais il ne suffit pas de dire non, et d'attendre les élections professionnelles : il faut trouver les voies d'une réelle action unitaire, et réunir les travailleurs pour qu'ils en débattent. La condition d'une réelle mobilisation, c'est que les travailleurs sentent que leurs directions sont réellement décidées. Tout reste donc à faire, dans les semaines et les mois à venir, pour aller dans ce sens.

SNCF
GARE DU NORD
Victoire
des nettoyeurs

Grève victorieuse pour les agents de nettoyage de la gare du Nord, immigrés pour la plupart, après vingt-cinq jours de lutte. (Rouge du 17 février).

Le patron de l'entreprise sous-traitante, choisie par appel d'offre, avait changé en début d'année. ONET remplaçait la société précédente, la Rayonnante. Les travailleurs perdaient du même coup leurs acquis, les conditions de travail s'aggravaient, les pertes de salaire atteignaient mille francs pour certains.

En grève à 100 %, soutenus par la grande majorité des cheminots, appu-

yés par la CFDT-gare du Nord, les nettoyeurs ont fait céder le patron ONET.

Après quatre semaines de lutte décidée, ils ont obtenu la réduction du temps de travail de 42 heures à 39 heures, l'augmentation des repos hebdomadaires pour les équipes. Les réductions d'horaires sont compensées à 80 %. Les pertes de salaire retombent de 1000 F... à 80 F. Une prime de 1000 F par gréviste a été versée à la reprise du travail.

MONTBELIARD
Mille contre le lion

« De l'action, de l'action », scandait un millier de manifestants, dans les rues de Montbéliard vendredi 24 février, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN et d'une dizaine d'associations, de travailleurs immigrés en particulier. Le cortège s'est rendu aux portes de Peugeot-Automobile.

L'agglomération est gravement touchée par la crise : cinquante cinq licenciements aux Cycles Peugeot, deux cent cinquante aux aciers et outillages, plusieurs centaines dans les PME de la région. La plus grosse usine de France, Peugeot-Sochaux, trente et un mille travailleurs, n'échappera pas non plus aux plans de restructuration de PSA, dans les prochains mois.

Après plusieurs jours de chômage technique de l'usine dû au blocage des routes par les patrons routiers, le slogan « Chômage payé à 100 % ! » était unanimement repris par les manifestants.

« Contre le lion, une seule solution, nationalisation sans indemnisation », proposait la LCR.

Inquiète de ce premier signe de mobilisation ouvrière, la droite a diffusé un torchon avec bonnet phrygien et croix de Lorraine, sous le sigle Rassemblement du personnel des entreprises Peugeot. « La CGT, la CFDT, la FEN, lit-on, vont défiler contre une politique pour laquelle ils ont voté le 10 mai... Les cocus défilent. » Derrière l'insulte, perce l'inquiétude de PSA devant le premier signe de mobilisation ouvrière à Montbéliard.



Manifestation devant le siège d'Usinor, contre les licenciements, le 6 juillet 1982

SIDERURGIE

Vers l'unité d'action

Pas d'unité pour l'action du 16 mars... L'aspiration à sortir de l'impasse de la division peut cependant aboutir à un accord sur un plan de mobilisation prolongé, comportant une « montée des Lorrains sur Paris ».

En proposant sa « marche sur Longwy » le 16 mars, la CGT n'a pas cherché à réaliser vraiment l'unité. Elle invite à venir écouter Krasucki sur les lieux où Mitterrand avait promis de « changer l'avenir de la sidérurgie lorraine ». Beaucoup de sidérurgistes, en conséquence, y voient « une opération relayant les affaires politiciennes entre PS et PC », en particulier ceux regroupés sous l'appellation de « travailleurs en

lutte » (voir Rouge du 24 février).

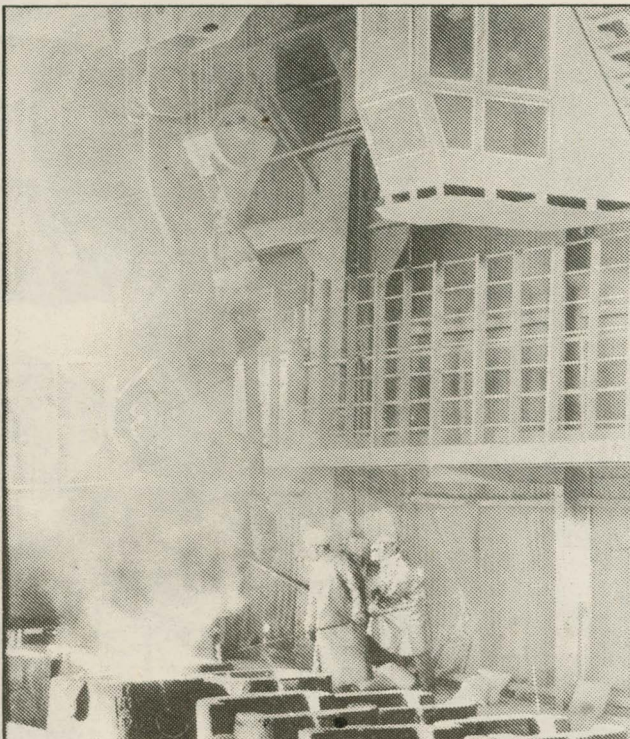
Le mercredi 7 au matin, ils réalisaient justement leur quatrième action de style « coup de poing » : à plus de deux cents, ils bloquaient le camion du *Républicain lorrain*, quotidien régional de droite, et le distribuaient gratuitement aux travailleurs d'Usinor accompagné d'un tract. Leur but, comme ils le soulignent, n'est pas « antisyndical ». Contre la

division, ils sont « fidèles à l'engagement du Front commun syndical ». Ils sont « d'accord pour une action unitaire, mais avec des objectifs de lutte clairs ».

Du côté de la CFDT, les réactions sont tout aussi critiques devant la proposition de la journée du 16. La CFDT sidérurgie lorraine s'interroge : « Pourquoi à Longwy ? ». Une action, selon eux, devrait avoir lieu « à Metz parce que cela n'oppose pas un bassin à l'autre, et parce que c'est le siège de la préfecture régionale ». Pour eux, tel qu'il se présente, « le 16 est sans objectif ».

Un tract à tous les sidérurgistes présente un processus de mobilisation : « une manifestation régionale soit le 21 soit le 23 », « une journée de blocage de la production » sidérurgique et minière après cette manifestation, un élargissement interprofessionnel régional, et enfin « une montée sur Paris des Lorrains dont la date demeure à fixer ». Soumis au débat, un tel projet peut recréer une perspective unitaire : à condition d'être débattu dans des assemblées générales communes dans les divers chantiers !

P. R.



« SANS BOTTES
NI MEDAILLES »
Un trotskyste breton
dans la guerre.
André Calvès.

En souscription
jusqu'au
31 mars 1984

45 francs
au lieu de 60 francs

André CALVÈS

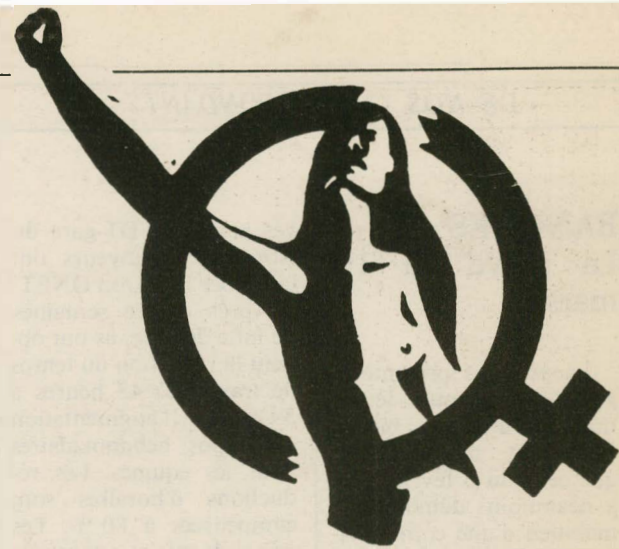
Sans bottes
ni médailles

Un trotskyste breton dans la guerre



La victoire d'Hitler en Allemagne, le Front populaire, la Révolution espagnole, les procès de Moscou, la déclaration de guerre : les souvenirs d'André Calvès s'enracinent dans cette décennie. A travers son itinéraire personnel, notre camarade Calvès révèle une page d'histoire méconnue : l'activité des trotskystes français, à Brest et à Paris, de l'occupation allemande à la « Libération ». A l'époque où il était « minuit dans le siècle », des militants ont combattu contre le fascisme sans céder à l'union sacrée. Ils étaient trotskystes André Calvès était de ceux-là.

PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil



Les mauvais coups

Le 8 Mars, journée internationale des femmes, devrait être l'occasion de tirer la sonnette d'alarme sur les mauvais coups afin d'organiser la riposte. Au lieu de cela, les confédérations syndicales, tant CGT que CFDT, par leur silence, s'apprêtent à cautionner cette politique.

Le gouvernement tient dans ses tiroirs deux lois qui vont à l'encontre des revendications exprimées par les femmes : égalité des droits, droit au travail, aspiration à l'indépendance économique. Ces deux projets, sur le temps choisi et sur la politique familiale avec le congé parental rémunéré à partir du troisième enfant, devraient être présentés au Parlement au printemps.

Dans le contexte de crise économique, le patronat ne cesse de peaufiner ses armes pour tirer le maximum de profit. Les femmes constituent pour lui une cible privilégiée, par la double fonction qu'elles assurent, écartelées qu'elles sont entre leurs deux journées de travail en une. Malgré ces conditions difficiles, elles

continuent massivement à vouloir un emploi salarié.

Vieilles recettes

Le patronat, quant à lui, veut une plus grande flexibilité de la main-d'œuvre, il veut pouvoir exploiter la force de travail au moment où elle est le plus rentable. Il veut plus de souplesse dans la durée du travail pour rentabiliser au mieux ses machines et ses équipements.

Pour cela, deux vieilles recettes : le renvoi total ou partiel d'une partie des femmes à la maison, ce qui présente également l'avantage de masquer le chômage ; une exploitation accrue de la main-d'œuvre féminine, d'autant facilitée que la situation de femme salariée devient plus précaire.

La loi dite du temps choisi, si elle était appliquée, leur apporterait ainsi sur un plateau ce qu'ils réclament depuis longtemps.

Un des aspects du temps choisi, c'est de modifier les ordonnances de 1982 qui limitaient les contrats à durée déterminée à six mois, renouvelables une seule fois, pour étendre la durée possible à dix-huit mois, contrats renouvelables autant de fois que le patron le voudra. Ces contrats seraient proposés systématiquement à tous ceux qui n'ont pas de travail depuis plus de six mois. C'est la généralisation du travail précaire !

La notion de travail à temps plein serait remplacée par celle de « temps rémunéré ». Dans ce cadre, temps partiel et temps choisi se combinent et ne se recoupent pas automatiquement : « Le temps choisi inclut le temps partiel mais n'exclut aucune variété de temps réduit : sur la journée, sur la semaine, sur le mois, sur l'année, sur la vie de travail, mais aussi sur les interruptions ou compressions ponctuelles... » C'est l'extension du travail à temps partiel et une multiplication de statuts

différents parmi les travailleurs !

Le dimanche : un jour banal

Jusqu'à présent le temps partiel imposé par les patrons constitue l'exception et ne peut se faire que dans le cadre de dérogations particulières (le commerce, la Thomson à Angers, et encore récemment l'usine du Mans — voir article). Avec la loi sur le temps choisi, cela deviendra la règle. En plus, les patrons toucheront des aides particulières lorsqu'ils l'appliqueront !

Dans la même logique, notons encore la redéfinition de la semaine de travail, désormais comprise entre le lundi zéro heure et le dimanche 24 heures. Le dimanche devient un jour banal ! On ne calculerait plus la durée de travail sur la base de la semaine, mais sur une moyenne annuelle. Le travail en 3 x 8 ne serait plus soumis à autorisation cas par cas, et la durée légale quotidienne serait allongée dans certains secteurs : commerce, hôtellerie, secteurs où la main-d'œuvre féminine est importante.

Voilà ce qu'est le fameux temps choisi devant permettre « l'organisation de la libération individuelle du temps » ! En attendant, on voit très bien comment les travailleurs vont trinquer si ces mesures sont adoptées. Elles frapperont tous les travailleurs, mais plus particulièrement les femmes. Le temps choisi par les patrons aboutira à une plus grande désorganisation de la vie personnelle. Parce que ce sont les femmes qui assument le plus les tâches ménagères et s'occupent des enfants, elles auront encore plus de difficulté à se maintenir sur le marché du travail.

Un salaire d'appoint

Toute extension du travail à temps partiel, c'est évident, les touche aussi prioritairement. Car dans un foyer, lorsqu'un des deux salaires doit être réduit, on essaye autant que faire se peut que ce soit le salaire le moins élevé, en règle générale celui de la femme. Le salaire des femmes continue donc à être considéré comme un salaire d'appoint.

Enfin, pour compléter la panoplie, le plan famille proposera l'extension du congé parental et son assouplissement : six mois renouvelables pendant deux ans, à temps plein ou à temps partiel. A partir du troisième enfant, ce congé sera rémunéré : mille francs à temps plein, cinq cents francs à temps partiel. Les conditions pour bénéficier de cette allocation : être salariée et abandonner son emploi ou passer à mi-temps.

Ces deux lois concourent donc au même objectif : le renvoi des femmes au foyer, l'aggravation de leurs conditions de vie et la volonté de leur faire prendre en charge systématiquement les enfants.

C'est au contraire une tout autre politique qu'il faudrait : les trente-cinq heures tout de suite et pour tous sans diminution de salaire, la création d'équipements collectifs de qualité... si le gouvernement voulait réellement « libérer le temps » des travailleurs, en particulier des travailleuses, tout en garantissant leurs droits !

Sonia Folloni



Le mi-temps imposé

« Le Monde » du 26 février fait état d'un cas de « partage du travail ». Cela se passe au Mans, à l'usine Lif, sous-traitante de la Régie Renault.

Après l'annonce de 128 licenciements début janvier, les négociations viennent d'aboutir à un accord signé entre la direction, la CFDT et la direction départementale du travail imposant le passage à mi-temps de 256 femmes dont « le mari travaille »...

L'accord prévoit qu'elles toucheront 80 % de leur salaire pendant l'année 1984, « direction du travail et direction de l'entreprise contribuant à l'indemnisation ». Il laisse la porte ouverte, soit à un licenciement définitif, soit à un retour au temps plein, « si la situation s'améliore ».

Ce qui est grave ici, c'est que cette mesure qui est un concentré de discrimination sexiste, devient banale : le

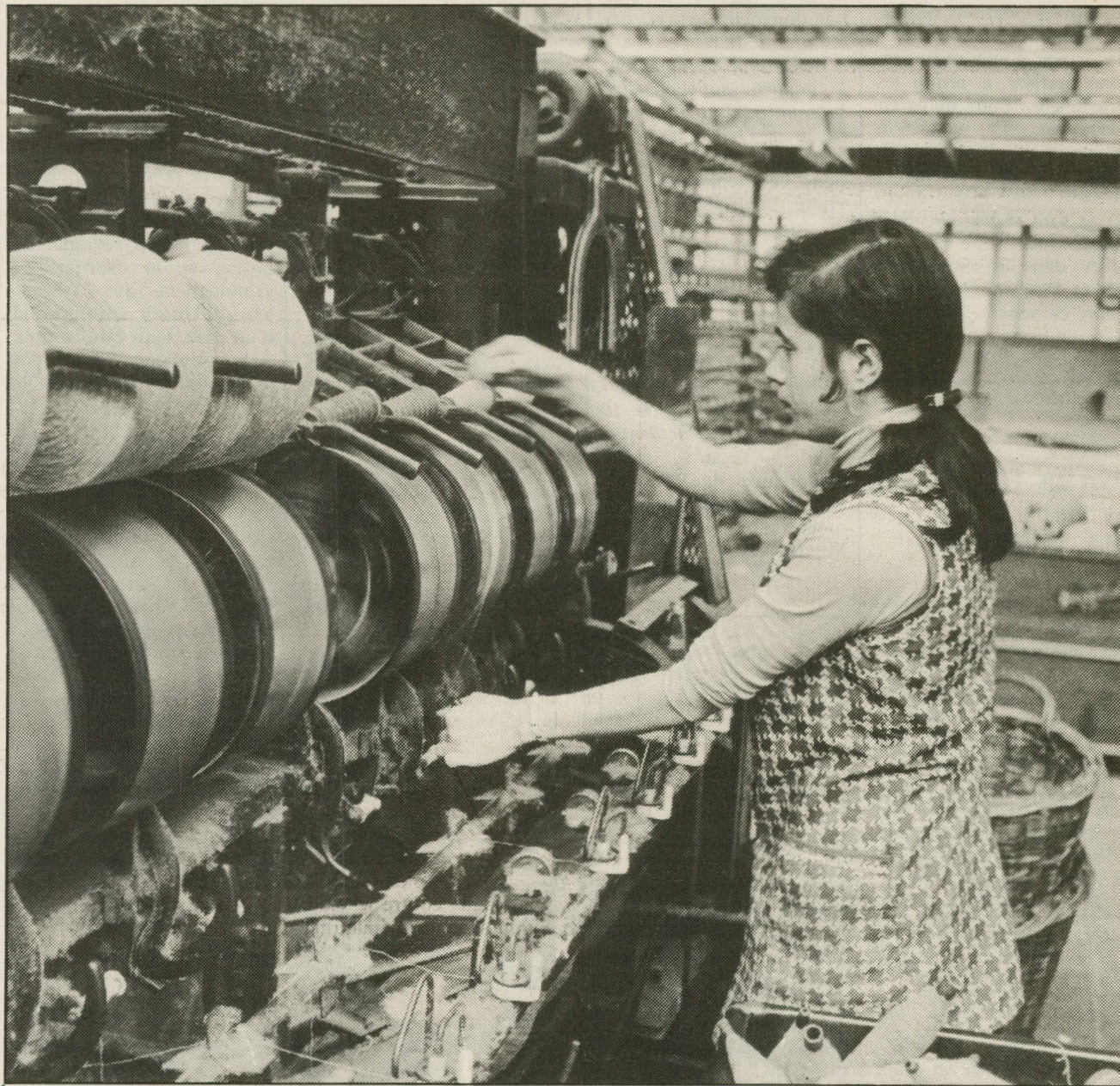
licenciement partiel, éventuellement définitif, d'une femme est présenté comme un moindre mal parce que c'est une femme et que « son mari travaille ».

Le critère de « revenu familial » retenu renforce l'idée que le salaire de la femme est un salaire d'appoint, dont on peut se passer lorsque tout le monde doit se serrer la ceinture.

Cet exemple montre à quoi mène le refus des confédérations syndicales d'organiser la lutte contre les licenciements, leur démission devant le patronat. Cela aboutit à la remise en cause d'un droit fondamental des femmes, celui d'avoir un emploi.

S. F.

Toute extension du travail à temps partiel touchera prioritairement les femmes.





Manifestation « pour l'avortement libre et gratuit, y compris pour les mineures et les immigrées », le 25 novembre 1979.

Quand les femmes font sauter leurs chaînes

L'histoire des luttes des femmes montre que c'est par la défense intransigeante de leurs revendications propres, et par leur auto-organisation que des avancées ont été acquises. A l'heure où leurs droits sont remis en cause et où il faudrait en riposte une mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier, c'est un enseignement précieux.

Ces dernières années ont compté pour l'histoire des femmes. De la création du MLF à aujourd'hui, bien des choses ont changé et en premier lieu la vie des femmes, marquée désormais par leur volonté d'être indépendantes économiquement, de disposer de leur corps, d'exister à part entière.

Leurs luttes massives, pour leurs droits et contre une réalité jusqu'alors occultée, leur oppression, ont permis l'obtention d'acquis majeurs au niveau législatif.

L'explosion féministe en France, issue de Mai 68, trouve sa racine dans l'évolution de la condition féminine depuis la Seconde Guerre mondiale : scolarisation, plus grande égalité juridique, maîtrise de la reproduction. Les luttes féministes sont nées du contraste entre une plus grande égalité formelle et la réalité de l'infériorisation des femmes dans tous les domaines.

Alors que le mouvement ouvrier restait marqué par une forte tradition de sexisme, le MLF débutant, composé essentiellement de femmes intellectuelles, eut le mérite de dénoncer l'oppression des femmes, de décrire les rouages de la domination masculine, et surtout de prôner l'organisation des femmes entre elles pour lutter contre leur oppression.

Fin 1971, des militantes, regroupées dans ce qui fut appelé « tendance lutte de classe », refusant l'idée que l'oppression met les femmes hors des clivages de classes, créèrent des groupes femmes dans les quartiers. Mais c'est, à partir de 1972, la campagne pour l'avortement qui contribua à donner aux revendications des femmes une audience de masse. Après la création du MLAC, l'avortement devient un enjeu politique.

Les organisations ouvrières reprirent les revendications liées au droit à l'avortement. Au-delà, ceci les porta à prendre position sur l'ensemble des revendications : droit au travail, équipements collectifs, égalité des tâches, sexisme... Dans les entreprises se

développaient groupes femmes et commissions femmes syndicales...

Un autre élément avait largement pesé dans l'évolution des syndicats : l'entrée en lutte depuis 1973 des travailleuses du textile, de l'habillement (Cerisy), des grands magasins (Thionville) et la hausse du taux de syndicalisation des femmes qui l'accompagna.

L'histoire des batailles féministes menées à l'intérieur des syndicats depuis lors montre à quel point la détermination des militantes fut grande, et la pression forte.

Elle montre également que la force du mouvement autonome des femmes est déterminante pour faire progresser les idées féministes et l'action des femmes dans les organisations du mouvement ouvrier.

Danielle Lacoste

15 ans, déjà ...

1970. Création du MLF. Parution du *Torchon brûlé*. Dépôt de la gerbe « à la femme du soldat inconnu ».

1971. Procès de Bobigny. Manifeste de 343 femmes déclarant avoir avorté.

1972. Tribunal des crimes contre les femmes à la Mutualité. Apparition des tendances dans le MLF.

1973. Création du MLAC.

1974. Manifestation à l'appel du MLAC pendant la « trêve électorale ». Plateforme commune CGT-CFDT sur les revendications des femmes. Vote de la loi Veil en décembre.

1975. Année internationale des femmes. Le MLAC pratique des avortements au grand jour. Développement des groupes femmes de quartier et d'entreprise, des commissions syndicales femmes.

1976. Campagne contre le viol. Conférence femmes de la métallurgie CGT.

1977. Six mille femmes en cortège autonome à la manifestation du 1^{er} Mai à Paris. Floraison de revues féministes.

1978. Conférence travailleuses CFDT. Procès d'Aix (viol).

1979. Manifestations pour le droit à

l'avortement, le 6 octobre à l'appel de personnalités féministes, le 24 novembre à l'initiative des collectifs unitaires. Cinquante mille personnes à chacune. Vote de la loi Veil-Pelletier.

1980. Procès de médecins (avortements illégaux). Manifestation contre le vote de la loi sur le temps partiel à l'appel de la Coordination des groupes femmes.

1981. Pendant la campagne présidentielle, meeting unitaire à Paris contre la répression de l'avortement. Assises nationales des femmes sur le travail.

1982. Officialisation du 8 Mars. Ordonnances sur le temps partiel. Etats généraux sur le travail des femmes. Manifestation unitaire pour le droit à l'avortement en octobre. Vote des lois pour le remboursement de l'avortement et pour l'égalité professionnelle. Licenciement des rédactrices d'Antoinette. Motion sur les quotas au congrès CFDT.

1983. Projet de loi antisexiste non encore voté. Conférence internationale des femmes à Turin. Soutien à la lutte des ouvrières de Beckaert-Cokerill. Meeting antisexiste.

Le communisme vietnamien

« La Bureaucratie au Vietnam », ouvrage collectif, aux Editions l'Harmattan, 70 francs.

Les Editions l'Harmattan viennent de publier un ouvrage indispensable à qui s'intéresse aux révolutions asiatiques. *La Bureaucratie au Vietnam* est sans doute le premier ouvrage en langue française qui tente une analyse originale de la genèse et du développement du cancer bureaucratique au cours de la révolution vietnamienne. L'étude de G. Boudarel, *l'idéocratie importée au Vietnam avec le maoïsme*, sera une révélation pour presque tous, sauf peut-être pour les militants ayant eu des liens un peu étroits avec les communistes de ce pays. Certains de ceux-ci ne soupirant-ils pas : « Nous faisons du maoïsme sans Mao. »

Figurent dans ce livre des textes vietnamiens inédits tout à fait passionnants. Outre la lettre de l'écrivain Nguyen Khac Vien, parue dans le numéro de décembre 1983 de la revue *Quatrième Internationale*, il faut lire les extraits du livre du général Tran Van Tra, vainqueur de Saigon, dont les mémoires prennent le contre-pied de la version officielle des événements. Il rappelle l'intense discussion menée au sein de la direction par les militants du Sud, sans doute moins sensibles aux pressions des Soviétiques. L'ouvrage fut épuisé en quelques jours en même temps qu'il était retiré de la vente et son auteur limogé.

Louis Couturier

Revue en vrac

Terminal 19/84; l'Economie en questions ; Alternatives économiques ; Que faire aujourd'hui ; Bulletin de liaison du CEDETIM.

Cinq revues, trop peu souvent signalées dans nos colonnes, méritent le détour.

Terminal 19/84, édité par le Centre d'information et d'initiative sur l'informatisation publie un « Dossier sur les informatiques du tiers-monde », très documenté. A signaler aussi, dans le même numéro, un « premier bilan des réactions syndicales face à l'informatisation du tertiaire ».

L'Economie en questions, revue trimestrielle, consacre son dossier aux « Cadres en mutation : mais de quoi s'agit-il ? ». Abordant les questions des revenus (« Crier avant d'avoir mal ») aussi bien que le problème de définition de la catégorie — « 7 % ou 22,5 % des salariés ? » — ou les interrogations liées aux organisations syndicales de cadres, spécifiques ou intégrées dans des confédérations ouvrières.

Alternatives économiques, qui paraît tous les deux mois, titre sur « L'inflation un cancer ? ». Il comporte un article remarquablement documenté sur « Qui paye la crise ? », démontrant où en est « La pauvreté en France », en faisant le lien entre les attaques contre le pouvoir d'achat et le délabrement du niveau de vie des chômeurs.

Dans un numéro spécial de *Que faire aujourd'hui ?*, consacré à un colloque sur Marx datant de janvier 1983, on trouvera également un débat intéressant entre des intellectuels progressistes dont certains toujours membres du PCF.

Signalons enfin la sortie du *Bulletin de liaison du CEDETIM* consacré aux affrontements Nord-Sud. Plusieurs textes font le point sur la politique de l'impérialisme dans le tiers-monde, à l'heure où la crise et les positions monétaristes relayées par le FMI réduisent à presque rien les négociations avec les pays dominés.

Raphaël Duffleaux

LIBAN

Le chemin de Damas

Ronald Reagan, François Mitterrand et leurs partenaires ont bel et bien perdu la partie au Liban. Après l'effondrement de leur protégé, Amine Gemayel, ils viennent d'encaisser trois nouveaux revers. Aux Nations unies d'abord, Paris n'a pu faire adopter sa proposition de remplacement de la Force multinationale quadripartite par des « casques bleus ». Les diplomates occidentaux ont dû abandonner tout espoir de poursuivre leur tentative de consolidation de l'Etat libanais sous le couvert d'une intervention prétendument neutre. Le veto soviétique au Conseil de sécurité démontre, qu'après l'évacuation des contingents américain, italien et britannique, il ne peut y avoir de règlement international sans l'aval du Kremlin.

C'est donc impuissantes que les capitales occidentales ont vu le président en exercice se rendre en Syrie pour y négocier les conditions de son maintien au pouvoir. Plus que tout autre, cet événement permet de mesurer l'ampleur d'une défaite. Car, en imposant un représentant des Phalanges à la tête de l'Etat libanais, l'impérialisme entendait notamment marginaliser Damas, dont les prétentions régionales comme les liens avec l'URSS contrecarrent ses projets. L'accord israélo-libanais du 17 mai 1983 répondait à cet objectif, en plaçant pratiquement Beyrouth sous la tutelle de l'Etat hébreu. Cet accord poussa les dirigeants syriens à reprendre l'initiative et à intensifier leur soutien aux milices chiïtes et druzes. Vaincu d'une épreuve de force militaire qui a duré 29 jours, Gemayel s'est vu contraint d'en passer par les exigences d'Hafez-el-Assad et d'abroger le texte signé avec Jérusalem.

Les puissances impérialistes doivent désormais composer. La mainmise syrienne sur le pouvoir central libanais est de leur point de vue un moindre mal. Dans le passé, le régime baasiste a en effet donné maints exemples de ses dispositions à défendre le « statu quo ». Il a contribué à mettre au pas la résistance palestinienne en engageant son armée contre l'OLP, à Tripoli, en septembre dernier. De même, au cours de la présente crise, il s'est bien gardé d'inciter les forces qu'il influence à remettre en question les institutions « légales ». Ni le mouvement Amal ni le Parti socialiste progressiste n'ont par exemple contesté une Constitution défavorisant la majorité musulmane du pays. Ils ont laissé les unités de l'armée sous commandement musulman, reprendre le contrôle de Beyrouth-ouest après que la population en armes ait expulsé les milices fascistes. Et, à peine Gemayel était-il rentré de Damas, que Nabish Berri et Walid Joumblatt abandonnaient leur principale revendication : le renversement de la présidence.

Il reste cependant que la situation est loin d'être stabilisée. En prévision de la conférence qui doit prochainement réunir à Lausanne toutes les parties en présence, Gemayel devra sans doute consentir un rééquilibrage institutionnel au profit des diverses fractions bourgeoises musulmanes. Mais cela n'ira pas sans de violentes contradictions au sein de la droite chrétienne.

De surcroît, l'abrogation de l'accord du 17 mai va fournir aux responsables israéliens le prétexte à une annexion « de facto », du sud-Liban qu'ils occupent. Ce qui pourrait aller jusqu'à l'autonomisation de toute cette région, l'armée israélienne octroyant aux milices chrétiennes qu'elle contrôle le droit d'établir leur propre administration.

Christian Picquet

SALVADOR

La nouvelle farce électorale

Le 25 mars, la dictature organise des élections générales. Les protégés de Reagan veulent ainsi légitimer leur régime aux yeux de l'opinion internationale. Mais, pas plus qu'en mars 1982, ce scrutin prétendument libre ne répond aux aspirations populaires.

Les menaces d'intervention des Etats-Unis contre le Salvador se précisent. Les prochaines manœuvres conjointes américano-honduriennes (Big Pine III) doivent se dérouler à proximité du département frontalier de Chalatenango. Pendant ce temps, Reagan continue à présenter les élections prévues le 25 mars comme la seule solution susceptible de ramener la paix et la démocratie.

Dans une brochure intitulée *Pourquoi lutte le FMLN* et publiée en septembre 1983, Joaquin Villalobos, membre du commandement général du FMLN, explique ce que sont des élections programmées par une dictature en temps de guerre.

L'exemple de 1982

Après avoir rappelé la longue histoire des fraudes électorales au Salvador, il démonte le mécanisme de la farce électorale du 28 mars 1982. Celle-ci relevait avant tout d'une opération de propagande : « Du point de vue de l'action publicitaire, les élections cherchaient à favoriser des concentrations de gens en train de voter, pour pouvoir utiliser ces faits comme éléments prouvant que le gouvernement disposait d'un appui et la guérilla la non. »

Cet effet publicitaire a pu être obtenu par plusieurs artifices : réduction du nombre de bureaux, allongement du temps de vote, concentration de l'attention sur la capitale, intimidation grâce au recours à l'encre invisible — la preuve du vote devant ensuite être présentée sur les lieux de travail —, etc.

« Le 28 mars fut aussi une mobilisation des forces de droite », poursuit Villalobos. On a battu le rappel des organisations servant de courroies de transmission à l'extrême droite, comme le Front féminin. Et l'on a usé de la coercition : les rassemblements comprenaient par exemple « les travailleurs et employés des fabriques et entreprises appartenant aux membres de l'ARENA [Action républicaine nationaliste, liée aux escadrons de la mort. NDLR] qui forcent leurs salariés à se manifester en faveur de la droite, sous peine de perdre leur emploi. »

Dans les faits, les résultats des « élections » se sont

marchandés dans les locaux de l'ambassade américaine et de l'état-major de l'armée. C'est là, écrit le dirigeant salvadorien, « que s'est décidée la quantité de députés de chaque parti ».

Conséquence directe : l'institutionnalisation du pouvoir de l'oligarchie, avec

Patrouille militaire dans la région de Suchitoto, à quarante kilomètres de la capitale, en plein terrain contrôlé par la guérilla.



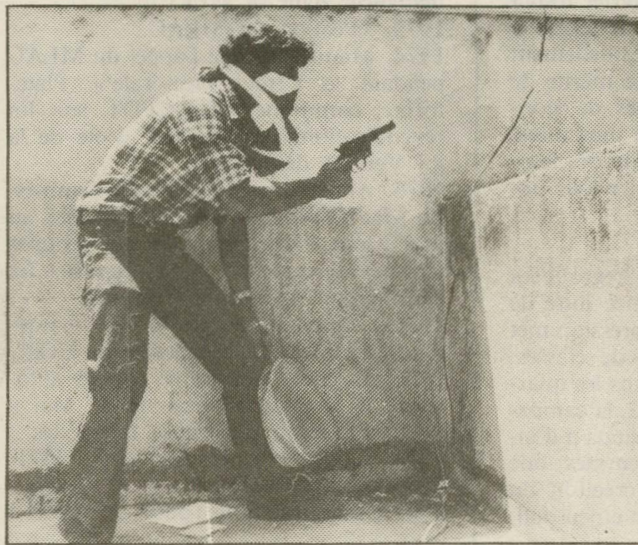
à l'Assemblée constituante une majorité du Parti de conciliation nationale et de l'ARENA (les deux partis d'extrême droite les plus importants).

On connaît les suites du scrutin : une répression accentuée, avec le déchaînement des escadrons de la mort, et la poursuite de la guerre, alimentée sans relâche par les Etats-Unis.

L'Histoire se répète

Aujourd'hui « se préparent de nouvelles élections

Guerrillero à San Salvador.



présidentielles » et, « de la même manière que toutes les fois précédentes, on les justifie en les présentant comme nécessaires pour ramener la démocratie dans le pays ».

Six candidats sont en lice et, comme en 1982, tous représentants de partis de droite ou d'extrême droite. Francisco Quinones porte les couleurs du Parti populaire salvadorien (PPS), Rene Fortin Magana (actuel président de la République) celles de l'Action démocratique (AD), Francisco Jose Guerrero, celles du PCN. Quant à Roberto d'Aubuisson et Jose Napoleon Duarte, ils incarnent respec-

est d'ores et déjà entamée. Comment croire aux promesses faites à l'opposition quand le VI^e Congrès de la Fédération syndicale révolutionnaire, qui se tenait de manière ouverte à San Salvador, a été attaqué le 19 janvier par l'armée, et qu'une dizaine de délégués demeurent prisonniers ?

Le réponse de la guérilla

Qui croit encore aux élections dans le pays ? Le Conseil central des élections a licencié en février 120 employés à l'élaboration du registre électoral. Les autres travailleurs, qui n'ont pas

tivement l'ARENA et le Parti démocrate-chrétien.

Avec ces élections, Washington poursuit deux objectifs. Il entend tout d'abord réaliser ce qui a échoué en 1982, c'est-à-dire légitimer le régime. Pour cela, il appuie une nouvelle fois la candidature de Duarte. Selon Villalobos, il s'agit « de garantir une image moins droitière au gouvernement ». Il veut en second lieu amener le FDR-FMLN à déposer les armes pour participer au scrutin.

La crédibilité de ce plan

reçu leurs salaires, se sont mis en grève.

Dans les départements de San Miguel, Usulután, et Morazan (qui représentent près de la moitié du territoire, et que l'armée ne contrôle plus), la population, organisée par le FMLN s'en soucie fort peu. Duarte et d'Aubuisson, qui ont tenu à organiser dans ces provinces des meetings électoraux (essentiellement pour se lancer des attaques mutuelles), ont quasiment parlé dans le désert.

A manœuvre politique, réponse politique. Le FDR-FMLN a annoncé qu'il ne prendrait pas les élections comme cible militaire, car l'armée forcera une partie de la population à aller voter. En revanche, comme les élections ne changeront rien à la situation, la guerre continuera avant et après.

Et surtout, avec la proposition de « gouvernement provisoire à large participation », présenté par la commission politico-diplomatique à Mexico le 9 février, le FDR-FMLN met la balle dans le camp du gouvernement et de l'impérialisme. Nous y reviendrons prochainement.

S. Joanny

Les travailleurs italiens contre le décret scélérat

Les délégués de trois mille conseils d'usine viennent d'appeler à la mobilisation générale contre le plan gouvernemental d'austérité. Ils organiseront une manifestation nationale à Rome, le 24 Mars, et entendent mener une bataille pour l'unité et le fonctionnement démocratique des syndicats. Une nouvelle assemblée, le 30 mars, débattrà d'un appel à la grève générale.

• De notre envoyée spéciale

Le mardi 6 mars s'est tenue à Milan une assemblée convoquée par des centaines de conseils d'usine, coordonnés nationalement, pour organiser la lutte contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement du socialiste Bettino Craxi.

C'est le premier débouché de la colère ouvrière qui gronde dans tout le pays depuis le début de l'année face à la politique du gouvernement et à la division paralysante des sommets syndicaux. Une colère qui, face à la récente attaque contre l'échelle mobile, s'est transformée en mobilisation unitaire, autoproclamée par les structures syndicales de base dans les usines, par des grèves et des manifestations autoprovoquées qui ont mobilisé des centaines de milliers d'ouvriers dans tout le pays.

L'assemblée de Brescia

Rouge n°1099 et 1011 a déjà expliqué comment Bettino Craxi entendait appliquer l'austérité exigée par le patronat italien en profitant des liens de son parti avec le mouvement ouvrier ; comment il avait à cet effet engagé en janvier une négociation avec les centrales syndicales dans le but de

« réviser le mécanisme de l'échelle mobile ». Et comment, face au refus de la CGIL (alors que la CISL et le UIL avait donné leur accord aux propositions gouvernementales), il avait pris un décret qui annule l'automatisme du mécanisme de l'échelle mobile et limite à 50 % le rattrapage des salaires sur le coût de la vie.

Comment expliquer le durcissement de la CGIL, la centrale à majorité communiste qui, depuis les gouvernements d'union nationale (1976-1979), s'était faite le chantre de l'austérité et avait elle-même affirmé la nécessité de remettre en cause l'échelle mobile ?

La première motivation est sans aucun doute une réaction d'autodéfense d'un appareil qui, de par sa prédominance dans le secteur industriel, aurait le plus à perdre d'une défaite de la classe ouvrière. Le très violent débat ouvert au sein de la direction de la centrale à propos de la politique du gouvernement en est le reflet.

Mais il faut chercher la motivation plus conjoncturelle dans le fort mécontentement qui est apparu dans les entreprises dès la fin janvier. A cette date, des délégués de 120 conseils d'usines avaient tenu une réunion nationale à Brescia (ville industrielle au nord de Milan), d'où était sorti un appel demandant aux directions syndicales de



Manifestation ouvrière à Milan, en 1978. L'unité syndicale était à son plus haut niveau.

refuser toute nouvelle attaque contre l'échelle mobile et de transformer la « discussion sur le coût du travail en lutte pour la défense de l'emploi ». Au même moment, à Milan, une première assemblée des conseils d'usines de la ville se déclarait opposée aux propositions gouvernementales et organisait une grève pour défendre l'échelle mobile.

La direction de la CGIL semble avoir compris qu'elle ne pourrait pas apaiser ce mécontentement avec le maigre plat de lentilles des vagues contreparties qu'elle

exigeait du gouvernement en échange d'une limitation du système de réajustement salarial.

Une trainée de poudre...

Et, en effet, la décision du gouvernement d'appliquer par décret ce qu'il n'avait pu obtenir par la négociation allait mettre le feu aux poudres. Immédiatement, dans tous les centres ouvriers, Milan, Brescia, Bologne, Florence, Rome, Bari, Turin, Reggio Calabria, des assemblées de conseils d'usine étaient organisées. Des centaines de conseils y participent dans chaque ville (350 conseils réunis le 24 février à Turin, 350 également à Milan la veille), dessinant un vaste mouvement à la base contre le décret scélérat, mais aussi pour l'unité ouvrière, contre la division syndicale consommée au sommet.

Ces assemblées ont tout d'abord proposé des initiatives immédiates de lutte au niveau local : grèves autoproclamées à Florence, Turin, Brescia, Bologne, Reggio, Milan, Rome, etc., très largement suivies. A Rome, la grève a été totale dans l'industrie et le cortège qui rassemblait cent mille travailleurs représente la plus importante manifestation locale depuis des années dans la capitale.

Exemple parmi d'autres de la puissance du mouvement, les travailleurs de la FIAT ont repris leur place dans la lutte. Depuis l'automne 1980, alors que la grande grève de six semaines n'avait pu empêcher les 25 000 licenciements décrétés par Agnelli, la FIAT n'était plus le phare de la combativité, mais presque un paradis patronal. Pas une grève n'y était suivie à plus de 10 %. Or, à l'appel des conseils, ces derniers jours, de 50 à 60 % des travailleurs ont fait grève dans le trust automobile.

L'auto-organisation s'étend

A côté de ces initiatives de lutte, les conseils ont pris des mesures visant à renforcer la centralisation et l'auto-organisation du mouvement : coordination des conseils au niveau local, envoi de représentants dans les autres coordinations, enfin, convocation de l'assemblée nationale des conseils d'usine de toute l'Italie.

Alors que les adhésions à cette assemblée arrivèrent de tous les centres industriels, les grandes manœuvres des appareils débutèrent pour briser, ou au moins contrôler le mouvement. La CISL et l'UIL multiplient les chantages à l'unité, menaçant de formaliser la division syndicale afin de pousser la CGIL à contrôler les conseils.

La centrale communiste et la direction du PCI ne sont pas moins préoccupées par la dynamique du mouvement, en particulier par son auto-organisation et son extension qui risque de faire tomber le gouvernement. Pour le contrer sans l'affronter, la CGIL propose des grèves locales et a organisé avec le PCI, des manifestations décentralisées le 6 mars, jour de l'assemblée des conseils. Par ailleurs, le PCI se refuse à prolonger la lutte au niveau parlementaire, par une tactique d'obstruction qui empêcherait la ratification du décret par l'Assemblée au bout du délai de soixante jours prévu par la loi.

Face à ces manœuvres, la force du mouvement réside dans son auto-organisation et sa centralisation comme cela apparaît dans les propositions qui étaient avancées pour l'assemblée du 6 mars : appel à une grève générale contre le décret scélérat ; organisation d'une manifestation nationale à Rome ; appel à l'opposition de gauche au Parlement pour qu'elle organise l'obstruction lors du débat sur le décret.

Anna Libera

Manifestation des travailleurs d'Innocenti, entreprise milanaise, en 1979.





AFRIQUE AUSTRALE

Les grandes manœuvres de Pretoria

L'Angola et le Mozambique signent des accords avec l'Afrique du Sud, sous l'égide des USA. Les perdants sont les mouvements d'émancipation de la région. Mais tout cela ne suffira pas à stabiliser une zone vitale pour l'impérialisme.

Depuis le mois de février, la diplomatie américaine peut se targuer de marquer des points en Afrique australe. Alors que la confrontation entre l'Afrique du Sud et les anciennes colonies portugaises semblait n'avoir d'autre issue que la poursuite d'une guerre non déclarée, ces pays viennent de conclure un certain nombre d'accords. L'Angola a ainsi signé un document prévoyant le retrait des troupes de Pretoria du sud de son territoire. Le Mozambique a, de son côté, paraphé un traité de non-agression avec son voisin. Pour la République sud-africaine, il s'agit d'entériner le rapport de forces en sa faveur face à des régimes qu'elle n'a pu mettre à bas, depuis leur indépendance en 1975.

Guerre non déclarée

Au cœur des discussions avec l'Angola, se trouve la question namibienne. L'Afrique du Sud, qui n'a pas de frontière avec Luan-da, occupe la Namibie, territoire théoriquement placé sous la tutelle de l'ONU. Le mouvement de libération de

ce pays, la SWAPO, a ses bases arrière en Angola, ce qui permet à Pretoria de justifier ses attaques permanentes. Les Sud-Africains appuient financièrement et militairement l'UNITA, organisation anticommuniste qui mène une lutte armée contre le régime de Luanda et contrôle d'importantes zones du pays.

Au Mozambique, les protégés de l'Afrique du Sud — le Mouvement national de résistance — visent avant tout l'infrastructure économique et le potentiel industriel du pays. Maputo, la capitale mozambicaine, constitue en effet, avec son port, le principal débouché naturel du cœur économique de l'Afrique du Sud, la région de Johannesburg. Cette dernière bénéficie de l'énergie hydro-électrique du barrage mozambicain de Cabora-Bassa.

Dans les deux ex-colonies portugaises, les sabotages et les raids sud-africains se conjuguent aux effets de la crise économique mondiale ainsi qu'à une sécheresse dramatique. L'incapacité des régimes au pouvoir à satisfaire les besoins élémentaires des populations, leur degré élevé de bureaucratisme expliquent, autant que les pressions de

l'Afrique du Sud, l'assise de leurs opposants, notamment de l'UNITA. Présents en Angola depuis 1976 pour repousser l'invasion sud-africaine, les troupes cubaines vertèbrent l'appareil d'Etat et sont un élément indispensable du maintien au pouvoir de l'équipe dirigeante.

Une domination régionale

L'Afrique du Sud détient la plus grande concentration de richesses minières du monde capitaliste — avec, entre autres, 75 % de la production d'or — et draine près de la moitié des investissements impérialistes en Afrique noire. L'apartheid, système de domination de 28 millions de Noirs par 4,6 millions de Blancs, contraint Pretoria à chercher un marché régional pour sa production.

La seule réplique des neuf pays de la ligne de front (ceux d'Afrique australe à l'exception de l'Afrique du Sud et de la Namibie) a été la mise sur pied d'une Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe (SADCC). En pratique, la perspective de cette organisation est l'ouverture croissante vers les pays occidentaux.

Comment s'en remettre à des pays qui soutiennent l'Afrique du Sud pour se soustraire à l'influence de celle-ci sinon en tombant de Charybde en Scylla ? Même les régimes prétendent socialistes de l'Angola et du Mozambique lorgnent vers les Occidentaux en demandant à participer à la troisiè-

me Convention de Lomé, qui régit les rapports néo-coloniaux entre la CEE et soixante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Dans ces accords, il y a deux perdants : la SWAPO et l'ANC d'Afrique du Sud. Cette dernière avait ses bases au Mozambique et l'un de ses principaux responsables, Joe Slovo, a dû quitter ce pays. A ce propos, le ministre mozambicain des Affaires économiques déclarait : « S'il y a un accord, la seule différence sera que l'ANC ne pourra pas utiliser notre territoire pour lancer des attaques violentes contre le territoire sud-africain. » Quand on sait que l'organisation a placé la lutte armée au centre de sa stratégie — même si cela inclut d'autres formes d'activité —, on mesure le prix à payer.

La SWAPO avait, il y a un an, relancé ses activités de guérilla après l'amorce des discussions du Cap-Vert entre Angolais et Sud-Africains auxquelles elle n'avait pas été conviée. Elle vient d'accepter, en janvier dernier, l'offre de Pretoria d'engager des pourparlers sur un cessez-le-feu.

Il serait faux de croire que les accords signés garantissent une stabilisation durable de la région. Car la source principale d'explosion proviendra de l'Afrique du Sud elle-même. Le réveil des masses noires depuis une décennie, en particulier celui de la classe ouvrière, est une bombe à retardement dont les effets se prolongeront au-delà de ses frontières.

Jean-Jacques Laredo

IRAN

IRAK

Qui profite de la boucherie ?

La guerre Iran-Irak tourne décidément à la boucherie. Téhéran vient d'accuser son adversaire d'utiliser des armes chimiques sur le champ de bataille. Accusation confirmée par les médecins de Suède et d'Autriche où ont été hospitalisées certaines victimes.

Un concert de lamentations a accompagné l'annonce de cette nouvelle escalade. Washington s'émue : « Les Etats-Unis condamnent énergiquement toute course aux armes chimiques mortelles. » L'ONU rappelle de son côté que, depuis 1925, il existe une convention interdisant « l'emploi des gaz asphixiants, toxiques ou similaires ainsi que de tous liquides, matières ou procédés analogues ». Mais l'indignation vertueuse n'a d'égale que le silence qui accompagne la mort, chaque jour, de milliers de combattants des deux camps, grâce au recours à des techniques « classiques ».

Mais surtout, toutes ces déclarations jettent un voile pudique sur la seule question qui mérite d'être posée : qui fournit de tels engins aux belligérants ? Poser cette question mettrait en évidence que les capitales occidentales interviennent activement dans le conflit en livrant, directement ou indirectement, du matériel aux deux parties. L'impérialisme ne souhaite en effet la victoire d'aucune d'entre elles. Car une telle issue bouleverserait l'équilibre déjà précaire du Moyen-Orient. Il préfère dès lors laisser pourrir la situation en s'efforçant d'éviter les dérapages. On voit ainsi Israël livrer discrètement des armes à la République islamique tandis que Londres et Paris soutiennent Bagdad.

Notre pays est même le principal supporteur de Saddam Hussein à qui il a fourni, l'an dernier, des Super-Etendard équipés de missiles Exocet. Rien là de vraiment étonnant. Le délégué général pour l'armement au ministère de la Défense ne demandait-il pas dans une récente note confidentielle, que l'Etat réexamine « les moyens d'attaquer les marchés avec le maximum d'efficacité » ? A l'heure où la crise limite les possibilités d'exportation des grandes firmes, l'armement demeure une valeur-refuge, source de juteux profits. Faisant fi de leurs engagements antérieurs, nos gouvernants l'ont parfaitement compris.

Il reste que la guerre du Golfe n'apporte qu'un surcroît de souffrances aux peuples d'Iran et d'Irak. Mais cette préoccupation est bien éloignée de la raison d'Etat.

C. P.

NICARAGUA

Nicaragua aujourd'hui : tel est le titre du nouveau mensuel publié par le comité de solidarité avec le Nicaragua. Grâce à cette nouvelle publication, le comité entend faire connaître largement la révolution nicaraguayenne, afin de renforcer la solidarité internationale dont le FSLN a besoin face aux agressions de l'impérialisme. La première livraison comprend un très intéressant dossier sur la situation économique du Nicaragua.

En vente au prix de 10 francs. Pour tout contact : comité de solidarité avec le Nicaragua, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

TURQUIE

Les prisonniers meurent pour la dignité

Les grèves de la faim s'étendent dans les prisons de Turquie. En janvier dernier, une quarantaine de détenus kurdes de la prison de Diyarbakir — l'une des plus impitoyables du pays — cessaient de s'alimenter. Ils appartenaient pour la plupart au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale organisation de cette province. Ils protestaient ainsi contre des conditions d'incarcération devenues intolérables. Brimades, humiliations et surtout tortures se multiplient contre ces hommes dont les dirigeants d'Ankara veulent briser les aspirations nationales.

Symbole tout récent de cet acharnement, une mère a été battue pour avoir simplement parlé en kurde à son fils, lors d'une visite en prison. Une autre rapporte le témoignage de son fils : « Nous avons accepté de chanter des marches militaires. Nous avons fini par accepter de porter l'uniforme, mais la torture n'a jamais cessé. Pendant quatre ans, nous avons dû manger à même le sol, vivre dans des cellules d'un mètre sur deux, à plusieurs, supporter qu'on nous enfonce des matraques dans l'anus. » Cinq des grévistes de la faim sont décédés. Et à l'heure où ces lignes étaient écrites, une quinzaine d'autres se trouvaient dans un état désespéré.

Cette révolte contre le régime des prisons militaires dépasse le Kurdistan. A Mamak, dans la capitale, où son emprisonnement 1 500 étudiants, un jeûne a débuté le 22 février. Il est observé par la majorité des détenus.

Ces mouvements pour la dignité n'ont apparemment pas ému le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher qui vient d'effectuer une visite officielle en Turquie. Il est vrai que, depuis novembre 1983, le pays vit formellement sous un régime civil. Les maîtres du pays disposent encore de quelques appuis.

C. P.

LES REVOLUTIONNAIRES DU YIDDISHLAND

Au carrefour de l'histoire

« Les Révolutionnaires du Yiddishland », une série de trois émissions à Antenne 2, rétablit dans sa diversité l'histoire de la communauté juive d'Europe orientale. Elle ouvre les portes de l'oubli sur un mouvement ouvrier, juif, internationaliste.

En cette année 1984, où il est de bon ton de citer Orwell, nous pouvons nous rappeler que dans la société qu'il décrit, reconstruire l'Histoire est un des privilèges du pouvoir. Et, s'il est une histoire qui a été maintes et maintes fois reconstruite au point d'être niée, c'est bien celle du Yiddishland, cette zone d'Europe orientale s'étendant sur les territoires actuels de l'URSS et de la Pologne essentiellement, où les Juifs avant la Deuxième Guerre mondiale formaient une communauté de plusieurs milliers de personnes avec une langue commune, le Yiddish. Sans parler des clichés antisémites de l'avant-guerre présentant les Juifs comme une masse de parasites ou de capitalistes attachés aux basques des peuples slaves.

Parmi les Juifs eux-mêmes, cette Histoire a été présentée par les sionistes comme une suite de

« malheurs » subie indistinctement par tous les Juifs, qui accablés et unis dans la souffrance chercheraient la seule issue du « retour » vers Israël. L'autre image est une chronique pittoresque, un folklore pétrifié, de colporteurs, joueurs de violons (sur le toit), rabbins miraculeux, tout à fait acceptable pour le showbiz et la distraction des non-Juifs. C'est à mille lieux du foisonnement de vie et de culture du shtetl (petite communauté) que décrivent les romans de Isaac B. Singer ou les mémoires des habitants du Yiddishland.

Les derniers mystificateurs, enfin, les stalinien, s'acharnent, comme dans la Pologne « populaire », à nier le rôle des travailleurs et militants juifs dans le développement du mouvement ouvrier polonais, et réduisent l'histoire des Juifs dans le mouvement ouvrier à celles



Les combattants juifs furent nombreux dans les Brigades internationales en Espagne. Ici, un groupe de la compagnie juive Botvine, du nom d'un militant ouvrier fusillé en Pologne.

des militants des PC officiels.

Les sionistes minoritaires

Les trois émissions de Nat Lilenstein, pour Antenne 2, produites avec la complicité d'Alain Brossat, Sylvia Klinsberg et Rachel Ertel (1) - images et interviews aidant — rétablis-

sent dans sa diversité, historique et politique, l'histoire du Yiddishland. Le Yiddishland, et en particulier la communauté des Juifs de Pologne (plus de trois millions d'hommes avant la Deuxième Guerre mondiale), était traversé par les luttes sociales, politiques où les courants sionistes étaient minoritaires.

La majorité de la bourgeoisie juive cherchait à

s'assimiler avec les bourgeoisies nationales. La masse des travailleurs juifs se retrouvaient dans les courants socialistes, convaincus que la résolution de la question juive ne se trouvait pas dans un retour en Palestine mais dans la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, dans le Parti socialiste juif, Bund, fondé en 1897 et le Parti communiste polonais.

Divisions aussi chez les sionistes : certains voulaient se référer à la fois au socialisme et au sionisme, ainsi la Hashomer Hatzair (la jeune garde) et le Poalei Tsion (ouvriers de Sion). Les fractions de gauche de ces mouvements ont lutté dans l'unité avec les courants ouvriers non sionistes pour finir par rompre avec le sionisme.

La moulinette de l'oubli

Cette série télé, en particulier l'interview de Moshe Zalcman (2), montre bien comment d'un mouvement ouvrier juif enraciné dans les masses prolétaires ou semi-prolétaires, internationalistes aux courants multiples, on a faussé l'histoire. On ne voulait voir dans le Bund qu'un courant réformiste petit-bourgeois,

en s'appuyant sur les appréciations discutables de Lénine à propos du Bund et de la question nationale et d'autre part en éliminant, d'un tour de moulinette stalinienne, les Juifs de l'histoire du Parti communiste polonais.

Le deuxième volet s'intitule « Entre Hitler et Staline ». On ne voit pas Léopold Trepper, il venait de mourir au moment où commençait le tournage. Beaucoup de ceux qui témoignent sur l'écran pourraient reprendre sa déclaration à la fin du *Grand Jeu* (3) : « J'appartiens à une génération sacrifiée par l'Histoire », et pourtant, parce qu'ils n'ont pas renoncé aux idéaux qui les ont animés dans leurs luttes, et que la télévision leur donne voix et visage aujourd'hui, cette Histoire n'est pas morte.

Noémie Mas
Henri Wilno

● Antenne 2 : dimanche 11 et dimanche 18 à 21 h 40.

1. Alain Brossat et S. Klinsberg : *Les Révolutionnaires du Yiddishland*, Balland éditeur. Rachel Ertel : *le Shetl*, Payot.
2. Moshe Zalcman : *Histoire véridique de Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Staline*. Encre/Éditions recherches.
3. Léopold Trepper : *le Grand Jeu*, Albin Michel, livre de poche.



● **Dimanche 20 h 35 (TF1)**, *l'Argent des autres*, film de Christian de Chalonge, avec J.-L. Trintignant, C. Brasseur, M. Serrault. A l'heure où le cinéma français s'est fait une certaine spécialité des dénonciations gratuites et fausseté au-dacieuses des mœurs de la bourgeoisie qui nous gouverne, le film de C. de Chalonge est peut-être le seul

équivalent (réussi) du cinéma socio-politique d'un Francesco Rosi, souvent imité et jamais égalé. A partir d'une intrigue décalquée de la réalité (la Garantie foncière et l'affaire Lipsky), le roman de Nancy Markham et le film de De Chalonge nous plongent au cœur du mécanisme bancaire : celui de la circulation de l'argent sous sa forme la

plus invisible, celle des investissements dans des entreprises licites... ou fictives. Illustration du rapport « risque/profit » qui est l'un des piliers de l'activité bancaire, *l'Argent des autres* est un film diaboliquement intelligent, qui rejoint le cinéma de Rosi (*l'Affaire Mattei* ou *Cadavres exquis*). Réalisé au moment de la célèbre campagne publicitaire d'une banque nationalisée (« Votre argent m'intéresse »), le film de ce soir est l'un des films les plus captivants jamais réalisés sur ce thème séculaire... et l'un des rares très grands films français de ces dix dernières années.

21 h 40 (A2), « Les révolutionnaires du Yiddishland », deuxième partie (voir ci-contre).

22 h 30 (FR3) *les Complices de la dernière chance*, de Richard Fleisher, avec G.C. Scott et Tony Musante. Sur l'un des thèmes les plus familiers du film noir, la poursuite, Fleisher a réalisé un film épuré (peu d'éléments narratifs et de dialogues) à l'efficacité remarquable.

● **Lundi 20 h 35 (TF1)**, *Casque d'or* de Jacques Becker avec Simone Signoret et Serge Reggiani. A la fois pour la troublante sensualité de Signoret, et pour la beauté d'un récit qui reste

indissociable de notre évolution de la « Belle Époque ».

20 h 35 (FR3), *L'homme qui aimait les femmes*, de F. Truffaut, avec Ch. Denner, B. Fossey, N. Baye... Avec *la Chambre verte* (programmée lundi prochain), l'un des meilleurs films récents de ce très inégal Truffaut. Denner, comme toujours, est prodigieux en obsédé des jambes féminines « qui, comme des millions de compas, arpentent en tout sens le globe terrestre, pour lui donner équilibre et harmonie »...

● **Mercredi 21 h 25 (TF1)**, « L'histoire à la une » est une nouvelle série qui se

propose d'évoquer l'Histoire pour enrichir le présent. Ce soir, Madeleine Rebérioux a préparé la première émission, consacrée au centième anniversaire de la loi Waldeck-Rousseau qui, le 21 mars 1884, accorda la liberté syndicale en France.

22 h 20 (FR3), *Pour que d'autres puissent vaincre*, téléfilm de J.-J. Simon sur l'attaque, courant février 1944, de la prison de Loos, près de Lille, par de jeunes résistants de vingt ans.

● **Vendredi 20 h 35 (FR3)**, « Vendredi », le magazine d'A. Campana, traitera ce soir de la faim dans le monde.

Michel Laszlo

Conférences sur la libération des femmes

par Alexandra Kollontai



51 francs

« Bien sûr, la situation des femmes en 1917 en Russie et celle des femmes en France aujourd'hui ne sauraient être comparées. Mais cette série de conférences fort bien traduite — la lecture, pour des textes de réflexion théorique, est aisée — est fort instructive (celles des féministes de fraîche date qui ne s'intéressent pas à la lutte de classes feraient bien de se replonger dans ces textes). Kollontai ne fut écoutée ni par les Soviétiques ni par les femmes de son pays, attachés aux traditions. Elle méritait de l'être par les générations actuelles. (Antoinette, n° 167, novembre 1978).

Femmes et mouvement ouvrier

par Annik Mahaim, Alix Holt et Jacqueline Heinen



45 francs

Ce recueil rassemble trois textes qui éclairent la situation des femmes et leurs luttes en divers moments de l'histoire du mouvement ouvrier : 1. Allemagne d'avant 1914 : les femmes et la social-démocratie allemande (ce texte couvre la période 1848-1914). 2. Révolution russe : les bolcheviks et l'oppression des femmes (couvre plus particulièrement la période 1917-1930). 3. Révolution espagnole : les femmes dans la guerre civile 1936-1938.

LES SOCIALISTES EUROPEENS FACE A LA CRISE (6)

Portugal : d'un 25 avril à l'autre

A Lisbonne, une formule fait fureur : « Mario Soares est croyant mais pas pratiquant ». La gestion mise en œuvre depuis le retour des socialistes au pouvoir, il y a un an, en montre la justesse.

Cette année, le 25 avril sera une date doublement symbolique pour le Portugal. D'abord parce qu'il y a dix ans, avec la chute de la dictature, s'ouvrait la crise révolutionnaire la plus importante que l'Europe ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, par ce que ce jour sera l'occasion de tirer le bilan d'un an de gouvernement à direction socialiste.

L'histoire du PS portugais est profondément marquée par son rôle dans la « révolution des œillets ». La formation de Mario Soares sut gagner en influence et capter une partie de la radicalisation du mouvement de masse. Mais elle se servit de cette position pour contribuer au rétablissement de l'ordre capitaliste. Exploitant la politique sectaire du Parti communiste et profitant de l'absence de direction révolutionnaire, elle joua à fond la carte de la division du mouvement ouvrier. Elle fut un agent actif de la préparation du coup de force bourgeois du 25 novembre 1975, qui devait mettre un terme aux aspirations populaires.

C'est dans ces conditions que le PSP arriva au pouvoir en 1976. Le cabinet minoritaire constitué par Soares déploya alors une orientation de relance capitaliste rapide, imposant les mesures « conseillées » par le Front monétaire international (FMI).

Usant rapidement son crédit, le parti dut en 1978 s'allier aux conservateurs du Centre démocratique et social (CDS). Le prix à payer en fut la défaite électorale de 1979.

Une seconde chance !

La crise qui secoua dès 1982 permit aux socialistes de prendre leur revanche. Au lendemain des élections générales qui leur donnèrent 36 % des suffrages, le quotidien *Diário de Notícias* écrivait : « La victoire socialiste offre une seconde chance à Mario Soares ». Le secrétaire général du PSP s'attacha pourtant à gaspiller cette chance. Bien qu'ensemble, socialistes et communistes disposent d'une majorité absolue au Parlement, il préféra constituer un gouvernement avec le Parti social-démocrate (PSD, 27 % de l'électorat), la principale composante de la coalition réactionnaire battue.

Il fut immédiatement confronté à une situation économique désastreuse. La dette extérieure atteint treize milliards de dollars et l'inflation gravite autour de 25 % tandis que les revenus du tourisme s'étiolent. Pour entrer dans le Marché commun, la classe dominante doit dès lors restructurer profondément son appareil productif et assainir les finances de son Etat. Elle exige la réduction du déficit budgétaire et de celui des services publics, la limitation des importations et de la consommation populaire.

Mais elle veut également en finir

avec les dernières conquêtes du 25 avril, à commencer par l'existence d'un très important secteur nationalisé. Dès la victoire socialiste, Ferza, da Costa, le président de la Confédération des industries portugaises indiquait clairement : « L'inflation et la régression économique sont imputables à l'échec des nationalisations. Comment pourrions-nous nous entendre avec Mario Soares si celui-ci ne peut rendre au secteur privé les banques et les industries nationalisées après 1974 ? » L'offensive des possédants est relayée par le chantage du FMI qui conditionne l'octroi de ses crédits à l'engagement d'une action visant à réduire rapidement le déséquilibre des comptes courants.

Une fois de plus, Mario Soares se fait l'exécuteur servile de ces diktats. En septembre 1983, le Parlement adoptait une série de mesures d'austérité : limitation de la hausse des salaires et instauration d'un impôt liquidant le treizième mois, augmentation de 14 à 45 % des prix des produits de première nécessité (pain, lait, sucre, céréales,

huile), restriction du crédit, assouplissement de la législation sur les licenciements, etc. Et l'on prépare actuellement le retour des banques, des assurances, des ciments et des engrais au capital privé.

Comme pour donner toute sa cohérence à sa politique, le gouvernement vient de s'engager dans une vaste restructuration des secteurs étatiques en difficulté. En janvier dernier, il annonçait le licenciement de mille travailleurs des chantiers navals de la Setenave et de la Lisnave, dans le sud de Lisbonne, et mettait les salariés devant le fait accompli en cessant, unilatéralement, de leur verser une partie de leur traitement.

On s'en doute, les patrons du privé ont mis l'exemple à profit. A la fin de 1983, plus de 130 000 travailleurs de l'industrie du verre et de la métallurgie n'avaient pas été rémunérés depuis trois mois, quatre voire huit mois.

Regain de tensions

Cette orientation ne va pas sans provoquer des tensions sociales. Les dirigeants socialistes ont d'autant plus de difficultés à y faire face qu'ils ne disposent pas d'un appareil syndical efficace. L'Union générale des travailleurs (UGT) qu'ils contrôlent n'a que quelques centaines de milliers d'adhérents contre plus de deux mil-

lions à la Confédération générale du travail (CGTP), dominée par les communistes. Et le discours provocateur du Premier ministre — qui qualifie le PCP d'« organe de déstabilisation de la démocratie » — n'est pas propre à faciliter un compromis avec les responsables de cette centrale.

Devant l'ampleur du mécontentement, l'état-major de la CGTP a dû organiser diverses mobilisations. Le 15 octobre 1983, 500 000 manifestants (sur moins de dix millions d'habitants) se rassemblèrent dans une vingtaine de villes. Et le 17 novembre, des débrayages de deux heures furent organisés dans tout le pays. Et si ces mouvements ne s'étendirent pas, ce fut uniquement en raison de la modération du PCP qui plaide aujourd'hui en faveur d'un « gouvernement de salut national ».

Les hommes au pouvoir n'ont su répondre que par la force à ceux qui les ont élus. Les salariés des chantiers navals en ont fait l'amère expérience, le 9 février. Alors qu'ils manifestaient à Lisbonne, on leur envoya la police anti-émeutes. Plusieurs d'entre eux se sont retrouvés à l'hôpital.

Le bilan d'un an de gouvernement Soares, c'est l'épiscopat portugais qui le tire, en dénonçant « la situation de misère collective qu'on peut déjà constater dans beaucoup de villes portugaises ». Accablant !

Christian Picquet

Fête populaire des socialistes en 1980. Photo du bas : manifestation des ouvriers de la construction navale.

